



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 10 du 15 mars 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 15 mars 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>298</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....</b>	<b>298</b>
<b>RELATION AVEC LES TERRITOIRES.....</b>	<b>298</b>
Arrêté du 2 mars 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	298
Arrêté du 5 mars 2012 portant modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey.....	298
Arrêté du 6 mars 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Tulois.....	299
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>299</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>299</b>
Bureau des polices administratives.....	299
Arrêté n° 20083873 du 8 mars 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SOCIETE NANCEIENNE VARIN-BERNIER/CIC à Villerupt (54190).....	299
Arrêté n° 20110506 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel de Baccarat (54120).....	300
Arrêté n° 20110507 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la « Pharmacie Centre Gare » à Jarny (54800).....	301
Arrêté n° 20110508 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à C&A France » à Nancy (54045).....	301
Arrêté n° 20110509 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à MC DONALD'S POMAREST SARL à Pont-à-Mousson (54700).....	302
Arrêté n° 20110545 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la coopérative agricole « EMC2 » à Saint-Jean-lès-Longuyon (54260).....	303
Arrêté n° 20110557 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au « Tabac Presse Jeux ABEL » à Blainville-sur-l'Eau (54360).....	304
Arrêté n° 20110570 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à l'agence « LOCAMOD LORRAINE » à Ludres (54710).....	305
Arrêté n° 20110571 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société « BIOCOOP - LE GOUPIL VERT SARL » à Nancy (54000).....	306
Arrêté n° 20110573 du 6 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Bureau de Tabac Presse Loto PMU à Essey-lès-Nancy (54270).....	306
Arrêté n° 20110595 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Centre Psychothérapique de Nancy (CPN) à Laxou (54520).....	307
Arrêté n° 20110596 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société « LA PIZZERIA » à Laxou (54520).....	308
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>309</b>
Bureau de la citoyenneté.....	309
Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise individuelle de thanatopraxie à Saulxures-les-Vannes (54170).....	309
Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise MENUISERIE LAURENT à Avricourt (54450).....	309
Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise MENUISERIE LAURENT à Blâmont (54450).....	310
Arrêté du 6 mars 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise POMPES FUNEBRES ROC'ECLERC à Vandoeuvre-lès-Nancy (54500).....	311
Bureau des réglementations.....	311
Arrêté du 1er mars 2012 portant composition des commissions médicales départementales primaires et d'appel des permis de conduire.....	311
Arrêté du 1er mars 2012 portant agrément aux médecins autorisés à effectuer les contrôles d'aptitude physique à la conduite automobile dans leurs cabinets.....	312
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>313</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	313
Arrêté du 2 mars 2012 autorisant l'adhésion des communes de Mouville, Norroy-leSec et Praye au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) ainsi que le retrait des communes de Chenevières, Ferrières, Foug et Jezainville du syndicat.....	313
Arrêté du 8 mars 2012 modifiant la composition du collège des établissements publics de coopération intercommunal à fiscalité propre de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle.....	314
Bureau des procédures environnementales.....	315
Arrêté du 5 mars 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le captage des Sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5, sur et par la commune de Longlaville ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	315
Arrêté du 9 mars 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart, sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	318
Arrêté du 9 mars 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des Source CULMIERE 1, CULMIERE 2 et MERE, sur la commune de Montauville et par la commune de Montauville ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	322
Arrêté du 9 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de Blâmont.....	325
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>326</b>
Bureau de l'interministérielle.....	326
Arrêté modificatif N° 12.BI.15 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine.....	326
Arrêté modificatif N° 12.BI.16 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	326
Bureau de l'interministérielle - Mission économique.....	327
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 février 2012 concernant les sociétés SCCV.....	327
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 février 2012 concernant la SCI FROFLE.....	327
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>327</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>327</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>327</b>
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-006 en date du 1er mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence de l'A330, sens Epinal – Nancy, entre les PR 3+000 et 2+500, dans le cadre des travaux de modification de l'échangeur de Frocourt.....	327
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-007 du 1er mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un Panneau à Messages Variables de type portique, sur l'autoroute A31, au PR 250+560, sur le territoire communal de Maxéville.....	329
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-011 du 13 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Chaudeney-sur-Moselle et Dommartin-lès-Toul sur l'autoroute A31 au PR 232+500.....	331
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>333</b>
<b>DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>333</b>
Cabinet.....	333
Arrêté N° 2012-022 du 6 mars 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	333
<b>SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>337</b>
Etablissements de santé.....	337

Arrêté n° 2012-0223 en date du 7 mars 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	337
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>338</b>
Arrêté n° 2012-0193 en date du 20 janvier 2012 fixant la liste départementale des médecins relais habilités à procéder au suivi des mesures d'injonctions thérapeutiques.....	338
Cellules personnes âgées.....	338
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 2012-147 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 040 du 21 février 2012 portant transfert à la Société MEDICA FRANCE de l'autorisation de création et de gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Haut du Bois » précédemment accordée au centre communal d'action sociale de Jarville-La-Malgrange.....	338
<b>DIRECTION DE L'AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE.....</b>	<b>339</b>
Arrêté ARS N° 2012-0219 du 2 mars 2012 portant agrément actualisé d'un Centre d'Enseignement des Soins d'Urgence.....	339
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>340</b>
Service produits de santé et biologie.....	340
Arrêté N° 2012-0197 du 21 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » enregistrée sous le N° 08.....	340
Arrêté N° 2012-0198 du 21 février 2012 portant modification de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100) - Autorisation N° 54-75 - N° FINESS Entité juridique : 540021284.....	341
Arrêté N° 2012-0200 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 33.....	342
Arrêté N° 2012-0201 du 22 février 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-06 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 626 0.....	343
Arrêté N° 2012-0202 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970) enregistrée sous le N° 32.....	345
Arrêté N° 2012-0203 du 22 février 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 503 1.....	346
Arrêté N° 2012-0217 en date du 2 mars 2012 portant autorisation de sous-traitance des activités de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables par la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy.....	349
Arrêté ARS N° 2012-0220 du 6 mars 2012 portant abrogation de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 30/2008 du 20 mars 2008 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale de Nancy l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy.....	349
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>350</b>
Arrêté n° 2012-206 en date du 23 février 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle.....	350
<b>DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>352</b>
Arrêté DGARS N° 2012-208 du 27 février 2012 fixant la liste des membres permanents de la commission de sélection d'appel à projet médico-sociaux de compétence exclusive du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	352
Arrêté DGARS N° 2012-209 du 27 février 2012 fixant la liste des membres de la commission de sélection d'appel à projet médico-sociaux désignés pour chaque appel à projet de compétence exclusive du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	353
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>353</b>
<b>RESSOURCES MILIEUX NATURELS.....</b>	<b>353</b>
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-54 du 29 février 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche.....	353
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-55 du 6 mars 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche.....	354
<b>DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE DE LORRAINE.....</b>	<b>355</b>
Arrêté DRJSCS n° 21 en date du 25 janvier 2012 relatif à la création et à la composition du Comité Technique de la DRJSCS Lorraine.....	355
<b>RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ.....</b>	<b>356</b>
<b>DELEGATION ACADEMIQUE A LA FORMATION CONTINUE.....</b>	<b>356</b>
Arrêté du 3 février 2012 portant approbation des avenants n° 1 et 2 de la convention constitutive du GIP Formation tout au long de la vie.....	356
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>357</b>
<b>DIVISION DES PROFESSIONNELS, DU CONTROLE FISCAL ET DE LA REDEVANCE.....</b>	<b>357</b>
Arrêté du 18 janvier 2012 portant remplacement d'un magistrat du siège chargé d'assurer la fonction de président titulaire de la commission de conciliation départementale de Meurthe-et-Moselle prévue par l'article 1653 A du Code Général des Impôts.....	357
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>357</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>357</b>
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 030 du 23 février 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Boulaincourt - Bouzanville - Diarville - Forcelles-sous-Gugney - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3310.....	357
Aménagement foncier.....	358
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2012/061 du 17 février 2012 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.....	358
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/018 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Loromontzey.....	359
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/053 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Chazelles-sur-Albe.....	360
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/054 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Harbouey.....	360
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/059 du 17 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Haraucourt.....	360
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/062 du 27 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Chenevières.....	361
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>361</b>
Arrêté du 24 janvier 2012 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Haucourt-Moulaine, Herseange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes.....	361
Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/001 du 3 février 2012 relatif à la carte communale de Domjevin en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	362
Arrêté du 27 février 2012 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation de la Meurthe sur les communes de Jarville-la-Malgrange, Nancy, Maizéville, Maxéville, Saint-Max et Tomblaine.....	362
Arrêté du 28 février 2012 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois.....	363
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>363</b>
Arrêté DDT-PECHE 2012/008 du 27 février 2012 autorisant la pêche de l'anguille jaune dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2012.....	363
<b>SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....</b>	<b>364</b>
<b>AFFAIRES JURIDIQUES.....</b>	<b>364</b>
Arrêté du 13 mars 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale.....	364
Arrêté du 13 mars 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie.....	364
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>365</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>365</b>
<b>DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>365</b>
Décision 2012-T01 du 9 mars 2012 créant une tarification pour des actes de soins dentaires et de parodontologie partiellement ou non pris en charge par la Sécurité Sociale, en activité externe.....	365
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>368</b>
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>368</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL POMPEY - LAY-SAINT-CHRISTOPHE.....</b>	<b>368</b>
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un(e) Préparateur(trice) en pharmacie hospitalière.....	368

<b>CENTRE HOSPITALIER DE LORQUIN.....</b>	<b>369</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>369</b>
Avis de concours sur titres interne du 28 février 2012 pour le recrutement d'UN Cadre de Santé « Filière Infirmière ».....	369
<b>CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT.....</b>	<b>369</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES MEDICALES.....</b>	<b>369</b>
Avis de concours sur titres du 29 février 2012 pour le recrutement de 2 Ouvriers Professionnels Qualifiés.....	369
Avis de concours sur titres du 6 mars 2012 pour le recrutement de 2 Cadres de Santé.....	370

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE TOUL****RELATION AVEC LES TERRITOIRES****Arrêté du 2 mars 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.05 du 16 janvier 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Chardon Lorrain » ;  
VU la délibération du conseil communautaire du 16 novembre 2011 décidant de modifier ses statuts ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 23 novembre 2011 ;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :  
Arnaville (19 décembre 2011), Beaumont (13 février 2012), Bernécourt (16 décembre 2011), Bouillonville (16 décembre 2011), Chambley-Bussièrès (6 décembre 2011), Charey (13 janvier 2012), Dampvitoux (2 décembre 2011), Dommartin-la-Chaussée (6 février 2012), Essey-et-Maizerais (2 décembre 2011), Euvezin (25 janvier 2012), Flirey (30 novembre 2011), Jaulny (3 février 2012), Lironville (20 janvier 2012), Mandres-aux-Quatre-Tours (31 janvier 2012), Mars-la-Tour (10 février 2012), Pannes (19 décembre 2011), Puxieux (13 janvier 2012), Rembercourt-sur-Mad (2 décembre 2011), Saint-Baussant (23 janvier 2012), Seicheprey (14 décembre 2011), Sponville (30 novembre 2011), Thiaucourt-Regniéville (27 janvier 2012), Tronville (9 décembre 2011), Viéville-en-Haye (25 novembre 2011), Waville (5 décembre 2011), Xammes (19 décembre 2011) et Xonville (12 décembre 2011) ;  
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :  
Bayonville-sur-Mad, Fey-en-Haye, Hagéville, Hannonville-Suzémont, Limey-Rémenauville, Lironville, Mamey, Onville, Saint-Julien-les-Gorze, Villecey-sur-Mad, Vandelainville, vaut avis favorable ;  
CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, effectuée en application des articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La compétence « action sociale d'intérêt communautaire », telle que définie à l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain, est étendue à la compétence suivante :

« Organiser, gérer et soutenir les Accueils collectifs de mineurs pendant les petites et grandes vacances scolaires ».

**Article 2 :** Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

**Article 3 :** Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 2 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Toul,  
Hubert ESPIASSE

**Arrêté du 5 mars 2012 portant modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5212-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.05 du 16 janvier 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 1985 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey ;  
VU la délibération du comité syndical du 6 décembre 2011 relative à la modification des statuts du S.I.S.F.A.S. ;  
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux de l'ensemble des communes membres : Aingeray (9 février 2012), Fontenoy-sur-Moselle (8 décembre 2011), et Sexey-les-Bois (3 février 2012) ;  
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L. 5211-20 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 12 des statuts du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey est modifié comme suit :

« La contribution des communes associées aux dépenses du syndicat est déterminée de la manière suivante :

- part commune 25% → réparti 1/3 par commune
  - part nombre d'habitants 25% → réparti en fonction du nombre d'habitants
  - part nombre d'élèves 50% → réparti en fonction du nombre d'élèves
- à la date de la rentrée scolaire précédente.

La contribution des communes associées déterminée ci-dessus est obligatoire pour ces communes pendant la durée du syndicat et dans la limite des nécessités du service telles que les décisions du comité du syndicat l'ont déterminée ».

**Article 2 :** Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

**Article 3 :** Le sous-préfet de Toul et la présidente du syndicat intercommunal scolaire de Fontenoy, Aingeray et Sexey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 5 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Toul,  
Hubert ESPIASSE

**Arrêté du 6 mars 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Toulais**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.05 du 16 janvier 2012 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 1966 autorisant la création du district urbain de Toul ;  
VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1999 transformant le district urbain de Toul en une communauté de communes dénommée "communauté de communes du Toulais" ;  
VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2011 décidant de modifier ses statuts ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date des 6 juillet 2011 ;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de : Andilly (2 septembre 2011), Bouvron (28 septembre 2011), Bruley (5 septembre 2011), Chaudeney-sur-Moselle (12 septembre 2011), Choloy-Ménillot (21 septembre 2011), Domgermain (22 juillet 2011), Dommartin-les-Toul (20 septembre 2011), Foug (28 septembre 2011), Gye (9 septembre 2011), Laneuveville-derrière-Foug (19 juillet 2011), Lay-Saint-Rémy (7 juillet 2011), Lucey (25 juillet 2011), Manoncourt-en-Woëvre (27 juillet 2011), Ménil-la-Tour (12 septembre 2011), Pierre-le-Treiche (28 septembre 2011), Sanzey (8 juillet 2011), Toul (29 septembre 2011) et Trondes (26 août 2011) ;  
VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de Bicqueley (28 septembre 2011) et Pagney-derrière-Barine (12 septembre 2011) ;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes d'Ecrouves (30 septembre 2011) et Lagney (30 septembre 2011) enregistrées en sous-préfecture respectivement les 17 octobre 2011 et 11 octobre 2011 après le terme du délai de trois mois, valant avis favorable ;  
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des conseils municipaux des communes de Boucq, Charmes-la-Côte et Royaumeix, vaut avis favorable à la modification des statuts ;  
VU la délibération du conseil communautaire en date du 6 octobre 2011 décidant de fixer la date d'effet des nouvelles compétences au 1er avril 2012 ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 7 octobre 2011 ;  
VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes de : Chaudeney-sur-Moselle (25 octobre 2011), Dommartin-les-Toul (25 octobre 2011), Foug (21 octobre 2011), Gye (4 novembre 2011), Lay-Saint-Rémy (21 octobre 2011), Manoncourt-en-Woëvre (21 novembre 2011), Pagney-derrière-Barine (17 octobre 2011) et Pierre-la-Treiche (23 novembre 2011) ;  
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des conseils municipaux des communes de Andilly, Bicqueley, Boucq, Bouvron, Bruley, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Ecrouves, Lagney, Laneuveville-derrière-Foug, Lucey, Ménil-la-Tour, Royaumeix, Sanzey, Toul, Trondes, vaut avis favorable à la date d'effet des nouvelles compétences au 1er avril 2012 ;  
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les compétences de la communauté de communes du Toulais, telles que définies par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010, sont étendues à compter du 1er avril 2012 :

- à l'étude, exécution et exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence sur les ruisseaux d'intérêt communautaire, répondant aux critères de priorité définis par l'Agence de l'Eau en matière d'atteinte de bon état des masses d'eau : Ingressin, Bouvade et Terrouin, champ d'intervention qui pourra être étendu à d'autres ruisseaux répondant aux mêmes critères en fonction de l'évolution du périmètre intercommunal,
- au pilotage de l'élaboration, suivi et animation des documents objectifs des sites Natura 2000 ».

**Article 2 :** Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Toulais sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

**Article 3 :** Le syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin est dissous à la date du 1er avril 2012.

**Article 4 :** Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes du Toulais et le président du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 6 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Toul,  
Hubert ESPIASSE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET**

*Bureau des polices administratives*

**Arrêté n° 20083873 du 8 mars 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SOCIETE NANCEIENNE VARIN-BERNIER/CIC à Villerupt (54190)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection, modifié par arrêtés préfectoraux des 21 avril 2008 et 21 décembre 2010 ;  
VU la nouvelle demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé 10 Rue Poincaré à VILLERUPT (54190), présentée pour LA SOCIETE NANCEIENNE VARIN-BERNIER/CIC par M. le chargé de sécurité ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

## ARRETE

**Article 1er** : M. le chargé de sécurité du CIC de Villerupt est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier l'installation de vidéoprotection installée à l'adresse sus-indiquée, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083873.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 susvisé, modifiée par arrêtés préfectoraux des 21 avril 2008 et 21 décembre 2010.

**Article 2** : Les modifications portent sur le nombre de caméras intérieures qui passent de 5 à 7

Le reste des dispositions prévues par les arrêtés susvisés demeure applicable.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le chargé de sécurité du CIC de Villerupt, et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de Briey et au maire de Villerupt.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110506 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Crédit Mutuel de Baccarat (54120)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par le chargé de sécurité du Crédit Mutuel pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 25, rue de la division Leclerc à Baccarat (54120) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

## ARRETE

**Article 1er** : Le Crédit Mutuel de Baccarat est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110506.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du Crédit Mutuel de Baccarat et dont une copie sera transmise au sous-préfet de LUNEVILLE et au Maire de BACCARAT.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110507 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la « Pharmacie Centre Gare » à Jarny (54800)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par Mme Odile MATHIEU, gérante de la pharmacie « Pharmacie Centre Gare », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 32, rue de Verdun à JARNY (54800) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Odile MATHIEU, gérante de la pharmacie « Pharmacie Centre Gare », est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110507.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Odile MATHIEU, gérante.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Odile MATHIEU, gérante de la pharmacie « Pharmacie Centre Gare », et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY et au Maire de JARNY.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110508 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à « C&A France » à Nancy (54045)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;



VU la demande d'autorisation présentée par M. Denis MARZIAC, Risk Manager de « C&A France », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé Centre commercial Saint Sébastien; rue des Ponts à Nancy (54045) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Denis MARZIAC, Risk Manager de « C&A France », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110508.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Denis MARZIAC, Risk Manager de « C&A France ».

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Denis MARZIAC, Risk Manager de « C&A France », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110509 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à MC DONALD'S POMAREST SARL à Pont-à-Mousson (54700)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par MC DONALD'S POMAREST SARL, représenté par M. Stéphane SCHERRER, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1, avenue des Etats-Unis à PONT A MOUSSON (54700) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** : MC DONALD'S POMAREST SARL, représenté par M. Stéphane SCHERRER, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110509.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Stéphane SCHERRER, franchisé.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à MC DONALD'S POMAREST SARL, représenté par M. Stéphane SCHERRER, et dont une copie sera transmise au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20110545 du 8 mars 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la coopérative agricole « EMC2 » à Saint-Jean-lès-Longuyon (54260)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Jean-Pierre BIDEAU, gérant de la coopérative agricole « EMC2 », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé RN 43 à Saint-Jean-lès-Longuyon (54260) ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Jean-Pierre BIDEAU, gérant de la coopérative agricole « EMC2 », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110545.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent LEGAND, responsable sécurité.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Pierre BIDEAU, gérant de la coopérative agricole « EMC2 », et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY et au Maire de Saint-Jean-lès-Longuyon.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110557 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au « Tabac Presse Jeux ABEL » à Blainville-sur-l'Eau (54360)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Lionel ABEL, gérant du « Tabac Presse Jeux ABEL », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 14; rue du Maréchal Leclerc à BLAINVILLE-SUR-L'EAU (54360) ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**AR R E T E**

**Article 1er :** M. Lionel ABEL, gérant du « Tabac Presse Jeux ABEL », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110557.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Lionel ABEL, gérant.

**Article 3 :** Le nombre de caméras est de 4 caméras intérieures.

**Article 4 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 9 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 12** : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 13** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Lionel ABEL, gérant du « Tabac Presse Jeux ABEL », et dont une copie sera transmise au Maire de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110570 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à l'agence « LOCAMOD LORRAINE » à Ludres (54710)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Jérôme FERRY, directeur de l'agence « LOCAMOD LORRAINE », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 703, rue Denis Papin à Ludres (54710) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Jérôme FERRY, directeur de l'agence « LOCAMOD LORRAINE », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110570.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jérôme FERRY, directeur d'agence.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 4** : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11** : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12** : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jérôme FERRY, directeur de l'agence « LOCAMOD LORRAINE », et dont une copie sera transmise au Maire de LUDRES.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110571 du 8 mars 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société « BIOCOOP - LE GOUPIL VERT SARL » à Nancy (54000)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Didier FRIRION, gérant de la société « BIOCOOP - LE GOUPIL VERT SARL », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 34-38 rue MARCEL BROT à NANCY (54000) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Didier FRIRION, gérant de la société « BIOCOOP - LE GOUPIL VERT SARL », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110571.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Didier FRIRION, gérant.

**Article 3 :** Le nombre de caméras est de 4 caméras intérieures.

**Article 4 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 19 jours.

**Article 5 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 9 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 12 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Didier FRIRION, gérant de la société « BIOCOOP - LE GOUPIL VERT SARL », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

**Arrêté n° 20110573 du 6 mars 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Bureau de Tabac Presse Loto PMU à Essey-lès-Nancy (54270)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Marie-France VAUTRIN, gérante du bureau de Tabac Presse Loto PMU, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 40 ter, Avenue Foch à ESSEY-LES-NANCY (54270) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Marie-France VAUTRIN, gérante du bureau de Tabac Presse Loto PMU, est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110573.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Marie-France VAUTRIN, gérante.

**Article 3 :** Le nombre de caméras est de 4 caméras intérieures.

**Article 4 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

**Article 5 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 9 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 12 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Marie-France VAUTRIN, gérante du bureau de Tabac Presse Loto PMU, et dont une copie sera transmise au Maire de ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 6 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110595 du 8 mars 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection au Centre Psychothérapique de Nancy (CPN) à Laxou (54520)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par M. Gilles BAROU, directeur du Centre Psychothérapique de Nancy (CPN), pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé au sein de l'Unité hospitalière des soins adaptés (UHSA), sise 1, rue du Docteur Archambault à Laxou (54520) ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** M. Gilles BAROU est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110595.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Armand MATHE, responsable pénitentiaire.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gilles BAROU, directeur du CPN, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

#### **Arrêté n° 20110596 du 8 mars 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la société « LA PIZZERIA » à Laxou (54520)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Patrick COMBE DESCHAUMES, gérant de la société « LA PIZZERIA », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé au Centre commercial La Sapinière à Laxou (54520) ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** M. Patrick COMBE DESCHAUMES, gérant de la société « LA PIZZERIA », est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110596.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick COMBE DESCHAUMES, gérant.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick COMBE DESCHAUMES, gérant de la société « LA PIZZERIA », et dont une copie sera transmise au Maire de LAXOU.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

## DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

### Bureau de la citoyenneté

#### Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise individuelle de thanatopraxie à Saulxures-les-Vannes (54170)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

CONSIDÉRANT la demande formulée par M. Benjamin VOINOT à l'effet d'exercer des prestations de services auprès des entreprises de pompes funèbres ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'entreprise individuelle de thanatopraxie sise 30 rue Saint-Martin à SAULXURES-les-VANNES (54170) exploitée par M. Benjamin VOINOT, est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire national l'activité funéraire suivante :

- Soins de conservation.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est le 2012-54-180.

**Article 3 :** La durée de la présente habilitation est d'un an.

**Article 4 :** En application de l'article R 2223-63, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans un délai de deux mois.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Benjamin VOINOT et dont copie sera transmise :

- au sous-préfet de TOUL ;

- au maire de SAULXURES-les-VANNES ;

- au directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

---

#### Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise MENUISERIE LAURENT à Avricourt (54450)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU les arrêtés préfectoraux des 31 août 2001 et 3 janvier 2006 portant habilitation en matière funéraire de l'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » dont le siège est situé 25 Grande Rue à AVRICOURT (54450) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation demandée par M. René LAURENT pour l'établissement susvisé ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;



**ARRETE**

**Article 1er** : L'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires et des crématoriums ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 95-54-4 .

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est de six ans.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. René LAURENT, gérant de l'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de LUNEVILLE ;
- Maire d'AVRICOURT ;
- Directeur de l'agence régionale de santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*
- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*
- *NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*
- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

**Arrêté du 27 février 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise MENUISERIE LAURENT à Blâmont (54450)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2006 portant habilitation en matière funéraire de l'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » pour l'établissement secondaire sis rue de la Gare à BLAMONT (54450) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation demandée par M. René LAURENT pour l'établissement susvisé ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires et des crématoriums ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 99-54-132 .

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est de six ans.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. René LAURENT, gérant de l'entreprise MENUISERIE LAURENT exerçant sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES LAURENT » dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de LUNEVILLE ;
- Maire de BLAMONT ;
- Directeur de l'agence régionale de santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*
- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*
- *NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*
- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

**Arrêté du 6 mars 2012 portant habilitation funéraire à l'entreprise POMPES FUNEBRES ROC'ECLERC à Vandoeuvre-lès-Nancy (54500)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU la demande d'habilitation funéraire présentée par Mme Isabelle ROSATO gérante de la société PFL exerçant sous l'enseigne POMPES FUNEBRES ROC'ECLERC pour l'établissement secondaire situé 2 rue de Charmes à VANDOEUVRE-les-NANCY et les pièces complémentaires fournies ;

CONSIDERANT que le dossier est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La société PFL exerçant sous l'enseigne POMPES FUNEBRES ROC'ECLERC est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière ;
- Transport de corps après mise en bière ;
- Organisation des obsèques ;
- Soins de conservation ;
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- Gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- Fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 2012-54-181.

**Article 3** : En application de l'article R 2223-63 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

**Article 4** : La durée de la présente habilitation est accordée pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Isabelle ROSATO, gérante et dont copie sera adressée aux :

- Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY ;
- Directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*
- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*
- *NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*
- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

---

**Bureau des réglementations****Arrêté du 1er mars 2012 portant composition des commissions médicales départementales primaires et d'appel des permis de conduire**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route et notamment ses articles R.221-1 à R.221-14, R.221-19 et R.224-12,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, VU l'arrêté ministériel du 7 mars 1973 modifié par l'arrêté ministériel du 16 août 1994 relatif aux commissions médicales départementales chargées d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs,

VU l'arrêté ministériel du 8 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2005 modifié le 31 août 2010 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec la délivrance ou le renouvellement du permis de conduire,

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel et l'arrêté du 24 octobre 2011 prorogeant la durée du mandat des médecins,

VU l'avis favorable de M. le président de l'ordre national des médecins, comité de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** : Les arrêtés du 26 octobre 2009 et du 24 octobre 2011 sont abrogés.

**Article 2** : Les commissions médicales départementales primaires et d'appel des permis de conduire sont composées ainsi qu'il suit :

**COMMISSIONS MEDICALES PRIMAIRES**

- Commission de NANCY
  - docteur Martine COTTONI – 26 rue de la République - TOMBLAINE
  - docteur Eric de ROMEMONT - 49, boulevard d'Haussonville - NANCY
  - docteur Eliane GERARD - 7 rue des Lilas – RICHARDMENIL
  - docteur Raphaël GONNELLA - 5 bis, place des Vosges - NANCY
  - docteur Gérard HENNEQUIN - 3, rue Victor Legrand - SAINT- NICOLAS-DE-PORT
  - docteur Jean-François LE CORVOISIER – 16C rue de Santifontaine - NANCY
  - docteur Jean-Paul MARTINET – 26 rue du Pont Mouja - NANCY
  - docteur Claude NICOLAS - 22, rue des Dominicains – NANCY
  - docteur Luc TANNEUR - 41, av. du Général Leclerc – MALZEVILLE
  - docteur Jacques TARDY, 14 rue de la Gare – JARVILLE-la-MALGRANGE
  - docteur François THEBAULT – 49 boulevard d'Haussonville - NANCY

- docteur Thierry UBERSFELD – 1bis rue du général Duroc – NANCY
- Commission de BRIEY
  - docteur Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation - LONGWY
  - docteur Philippe LOBISOMMER - 48, rue de Laneufville – VALLEROY
  - docteur Dominique RICHTER - 25, rue du Point du Jour – JARNY
- Commission de LONGWY
  - docteur Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation - LONGWY
  - docteur Philippe MOITRY - 6, rue l'île Saint Charles – HAUCOURT- MOULAINÉ
  - docteur Christian OLDRINI - 45 avenue de Saintignon - LONGWY
- Commission de LUNEVILLE
  - docteur Maxime BATTAGLIA - 20, rue des Abbés Frouard – BACCARAT
  - docteur Pierre JACQUOT - 15 bis, place de l'Eglise - CHANTEHEUX
  - docteur Yves KENNEL - 1, place du XXème Corps - BADONVILLER
  - docteur Dominique MALINBAUM - 1, rue Raymond Poincaré BADONVILLER
  - docteur Francis PELT - 16, rue de la République - LUNEVILLE
  - docteur Fernand SEBBAN - 35, rue de Lorraine – LUNEVILLE
  - docteur Jean-Yves THOMAS – 5 avenue de Virecourt – BAYON
  - docteur Romain BINSINGER – 10 rue des Bosquets -LUNEVILLE
- Commission de TOUL
  - docteur Pierre-Etienne COLLIN - 4 place de la République - TOUL
  - docteur Marc LALLEMAND - 4 place de la République – TOUL
  - docteur Arnaud GUILLIN 1 rue Navarin -TOUL
  - docteur Emmanuelle MIDON BRODSCHI-11, rue Saint Léon - ROYAUMEIX

Tous les médecins des commissions médicales primaires peuvent être appelés à siéger dans les autres arrondissements que ceux pour lesquels ils ont été agréés, en cas de carence d'un ou de plusieurs médecins, à la demande du préfet et sur le principe du volontariat.

#### COMMISSION DEPARTEMENTALE D'APPEL

- Médecine générale
  - docteur Xavier MOREAU - 22, rue des Tiercelins – NANCY
- Cardiologie
  - docteur Michel JOSEPH – 5 rue Cyfflé - NANCY
  - docteur Marc PARISOT - 29, rue Carnot - BRIEY
  - docteur Jean-François ROBERT - 25, bld des Riollas - PONT-A- MOUSSON
- Gastro- entérologie
  - docteur Jean-Pierre BRONOWICKI - service gastro-entérologie - CHU de NANCY BRABOIS
  - docteur Dominique THIAUCOURT - 26, rue de la Pologne - LUNEVILLE
- Neurologie
  - professeur Hervé VESPIGNANI - service neurologie - CHR - hôpital St- Julien –NANCY
- Ophtalmologie
  - docteur Arlette HUSSON-PARIETTI -26, rue Charles Vue- LUNEVILLE
  - docteur Jean-Claude LEPORI – 123 bld de l'Europe- VANDOEUVRE
  - docteur Joëlle RICHTER-HELIN - 23, rue du Point du Jour - JARNY
- Oto-rhino-laryngologie
  - docteur Jean-Louis GUYOT, 99 avenue Carnot – SAINT-MAX
  - docteur Eric ALLAMAGNY 28 place Carrière -NANCY
- Psychiatrie
  - docteur Didier BEAU - centre psychothérapique de NANCY - 1 rue Archambault - LAXOU
- Urologie
  - docteur Jacques HUBERT – Hôpital d'adultes - rue du Morvan VANDOEUVRE

**Article 3 :** Le mandat des membres ainsi désignés est valable pour une durée de deux ans sauf pour ceux qui atteindraient la limite d'âge de 70 ans avant son expiration.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise :

- au ministre de l'écologie, du développement durable des transports et du logement ,
- aux sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,
- au président du conseil départemental de l'Ordre des médecins,
- aux inspecteurs chargés des examens du permis de conduire,
- aux médecins membres des commissions médicales primaires départementales et de la commission médicale départementale d'appel.

Nancy, le 1er mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

### Arrêté du 1er mars 2012 portant agrément aux médecins autorisés à effectuer les contrôles d'aptitude physique à la conduite automobile dans leurs cabinets

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route et notamment ses articles R.221-1 à R.221-14, R.221-19 et R.224-12,  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,  
 VU l'arrêté ministériel du 7 mars 1973 modifié par l'arrêté ministériel du 16 août 1994 relatif aux commissions médicales départementales chargées d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs,  
 VU l'arrêté ministériel du 8 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,  
 VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2005 modifié le 31 août 2010 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec la délivrance ou le renouvellement du permis de conduire,  
 VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 désignant les médecins habilités à recevoir dans leur cabinet privé les candidats aux visites médicales des permis de conduire et celui du 24 octobre 2011 prorogeant la durée du mandat des médecins,  
 VU l'avis favorable de M. le président de l'ordre national des médecins, comité de Meurthe-et-Moselle,  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** Les arrêtés des 26 octobre 2009 et 24 octobre 2011 sont abrogés.

**Article 2 :** Les médecins dont la liste suit sont agréés pour une durée de deux ans, à savoir jusqu'au 1er mars 2014 pour contrôler l'aptitude physique à la conduite automobile dans leurs cabinets :

- BACCARAT
  - Dr Maxime BATTAGLIA - 20 rue des Abbés Frouard
- BADONVILLER
  - Dr Yves KENNEL - 1 place du XXème Corps
  - Dr Dominique MALINBAUM - 1 rue Raymond Poincaré
- BAYON
  - Dr Jean-Yves THOMAS - 5 avenue de Virecourt
- CHANTEHEUX
  - Dr Pierre JACQUOT – 15 bis rue de l'Eglise
- FROUARD
  - Dr Jean-Louis BLIN – 59 rue de la Libération
- HAUCOURT-MOULAINÉ
  - Dr Philippe MOITRY – 6 rue l'Ile saint Charles
- JARNY
  - Dr Dominique RICHTER – 25 rue du point du jour
- JARVILLE -la-MALGRANGE
  - Dr Jacques TARDY – 14 rue de la Gare
- LIVERDUN
  - Dr Jacques GROSCOLAS – 9 rue des Hautes-Alpes
- LONGWY
  - Dr Christian OLDRINI – 45 avenue de Saintignon
  - Dr Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation
- LUNEVILLE
  - Dr Romain BINSINGER- 10 rue des bosquets
  - Dr Francis PELT – 16 rue de la République
  - Dr Fernand SEBBAN – 35 rue de Lorraine
- NANCY
  - Dr Jean-Jacques DERLON – 31 rue de la Commanderie
  - Dr Eric de ROMEMONT - 49, bld d'Haussonville – NANCY
  - Dr Raphaël GONNELLA - 5 bis, place des Vosges - NANCY
  - Dr Marc LANFRANCHI – 137 avenue du général Leclerc – NANCY
  - Dr Robert MACHIN - 92, bd Jean Jaurès – NANCY
  - Dr Jean-Paul MARTINET – 26 rue du pont Mouja - NANCY
  - Dr Claude NICOLAS - 22, rue des Dominicains – NANCY
  - Dr Luc TANNEUR - 38 rue Henri Déglin – NANCY
  - Dr François THEBAULT – 49 boulevard d'Haussonville - NANCY
  - Dr Thierry UBERSFELD – 1bis rue du général Duroc – NANCY
- PULNOY
  - Dr Pascal GUISE -
- RICHARDMENIL
  - Dr Eliane GERARD – 7 rue des Lilas
- ROYAUMEIX
  - Dr Emmanuelle MIDON-BRODSCHII – 11 rue saint Léon
- SAINT-NICOLAS-de-PORT
  - Dr Gérard HENNEQUIN – 3 rue Victor Legrand
- TOMBLAINE
  - Dr Martine COTTONI - 26 rue de la République
- TOUL
  - Dr Pierre – Etienne COLLIN 4 place de la République
  - Dr Marc LALLEMAND
  - Dr Marc HECKLER – 48 avenue du maréchal Foch
- VALLEROY
  - Dr Philippe LOBISOMMER – 48 rue de Laneufville

**Article 3 :** Les médecins sus-nommés sont compétents pour donner un avis au préfet au titre :

- d'une candidature au permis de conduire des catégories E(B) – C – D – E(C) ou E(D)
- d'une utilisation du permis B à titre professionnel dans les conditions prévues par l'article R221-10-III du code de la route
- du renouvellement quinquennal du permis de conduire.

**Article 4 :** Le mandat des membres ainsi désignés est valable pour une durée de deux ans sauf pour ceux qui atteindraient la limite d'âge de 70 ans avant son expiration.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise :

- au ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,
- aux sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,
- au président du conseil départemental de l'ordre des médecins
- aux inspecteurs chargés des examens du permis de conduire
- aux médecins membres des commissions médicales primaires départementales et de la commission médicale départementale d'appel.

Nancy, le 1er mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### *Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Arrêté du 2 mars 2012 autorisant l'adhésion des communes de Mouaville, Norroy-leSec et Praye au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) ainsi que le retrait des communes de Chenevières, Ferrières, Foug et Jezainville du syndicat**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) ;  
VU les délibérations des communes suivantes : Mouaville (15/11/2010), Norroy-le-Sec (16/03/2011) et Praye (02/03/2011) demandant leur adhésion au SDAA54 ;  
VU les délibérations des communes de Chenevières (13/01/2011), Ferrières (25/08/2011), Foug (18/02/2011) et Jezainville (21/09/2010) demandant leur retrait du SDAA54 ;  
VU la délibération n° 16-2011 du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome du 28 septembre 2011 par laquelle le conseil syndical accepte ces demandes d'adhésion et de retrait ;  
VU la lettre de notification du 29 septembre 2011, demandant aux conseils des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de délibérer ;  
VU les délibérations des collectivités membres favorables à ces adhésions et retraits, telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du SDAA54, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'adhésion des communes de Mouaville, Norroy-le-Sec et Praye au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) est autorisée.

Les communes de Mouaville, Norroy-le-Sec et de Praye sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par 1 délégué titulaire et un délégué suppléant.

**Article 2** : Le retrait des communes de Chenevières, Ferrières, Foug et Jezainville du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) est autorisé.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

*Le tableau récapitulatif des délibérations annexé au présent arrêté est consultable en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

#### **Arrêté du 8 mars 2012 modifiant la composition du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-42 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 fixant la composition de formation plénière de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de remplacer M. Bernard BRUNETTE, décédé, au sein du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 fixant la composition de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle dans sa formation plénière est modifié comme suit :

Collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

Membres titulaires :

- M. Jean-Pierre COUTEAU, président de la communauté de communes de Hazelle
- M. Laurent TROGRIC, président de la communauté de communes du Bassin de Pompey
- M. François GENAY, président de la communauté de communes de la Mortagne
- M. Pierre BOILEAU, vice-président de la communauté urbaine du Grand Nancy
- M. Christian DAYNAC, président de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud toulais
- M. Ennio BAZZARA, vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné
- M. Henry LEMOINE, président de la communauté de communes du Pays de Pont-à-Mousson
- M. Pierre MERSCH, président de la communauté de communes du Pays de Longuyon M. Henri POIRSON, président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- M. Laurent de GOUVION SAINT-CYR, président de la communauté de communes du Lunévillois
- Mme Marie-José FOURNIER, présidente de la communauté de communes des côtes en Haye
- M. Robert BLAISE, président de la communauté de communes des Pays du sel et du Vermois
- M. Gilbert ZIEGER, président de la communauté de communes de la Vezouze
- M. Jacques FLORENTIN, président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
- M. Michel CLAIRE, délégué de la communauté de communes du Bayonnais
- Mme Annie VILLA, présidente de la communauté de communes Moselle et Madon
- M. Serge DE CARLI, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- M. Pascal JACQUEMIN, délégué de la communauté urbaine du Grand Nancy

Liste complémentaire :

- Mme Annie FARRUDJA, présidente de la communauté de communes du Val de Meurthe
- M. Christian GUILLAUME, président de la communauté de communes du Grand Couronné
- M. Bernard MULLER, président de la communauté de communes du Badonvillois
- M. Bernard BURTE, vice-président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- M. Jean-Jacques BIC, vice-président de la communauté de communes du Grand Valmon
- M. Christian LOMBARD, vice-président de la communauté de communes du Pays de l'Orne
- M. Antoine PERNOT, vice-président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
- M. Bernard LABBE, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy »

Le reste sans changement.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président du conseil régional de Lorraine, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à chaque membre de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 mars 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## Bureau des procédures environnementales

**Arrêté du 5 mars 2012 portant :** 1°) **Déclaration d'utilité publique** a) **des travaux de dérivation des eaux par le captage des Sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5, sur et par la commune de Longlaville ;** b) **d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ;** 2°) **Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Longlaville du 26 novembre 2002 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des Sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5 à Longlaville et l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5, sur la commune de Longlaville et par la commune de Longlaville ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de Longlaville ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de février 2006 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Longlaville, le 14 décembre 2010 ;

VU l'avis du 5 mai 2011 émis par le commissaire enquêteur à l'issue des enquêtes ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 octobre 2011 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Longlaville énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Longlaville ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

# ARRETE

## TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1er : Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5 sur la commune de Longlaville et par la commune de Longlaville ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

### Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5 de la collectivité ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

## TITRE II – DERIVATION DES EAUX

### Article 3 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelles	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Source Vilé 4	Longlaville	93 section AE	0090-5X-0097	851 384	2 509 410	287,10
Source Vilé 5	Longlaville	93 section AE	0090-5X-0098	851 378	2 509 420	283,13
Source de l'Alouette	Longlaville	262 section AH	0090-5X-0095	851 295	2 509 281	309,95

### Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 100 000 m3/an pour l'ensemble des sources de l'Alouette et Vilé 4 et 5.

### Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

### Article 6 : Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel sont reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m3/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m3/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;

- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

**Article 7 : Indemnisation**

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**

**Article 8 : Définition des périmètres de protection**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée (annexes 2 et 3)

**8-1 - Périmètres de protection immédiate**

Les périmètres de protection immédiate des Sources Alouette et Vilé 4 et 5 sont situés sur la commune de Longlaville et concerne les parcelles ci-dessous :

Source de l'Alouette :

Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelles
LONGLAVILLE	AE	Bois de Longlaville	95
LONGLAVILLE	AE	Bois de Longlaville	97
LONGLAVILLE	AE	Bois de Longlaville	99
LONGLAVILLE	AH	A la Fontaine de Vilé	262

Sources Vilé 4 et 5 :

Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelles
LONGLAVILLE	AE	Les Aulnes	93

**8-2 - Périmètres de protection rapprochée**

Les périmètres de protection rapprochée des Sources Alouette et Vilé 4 et 5 sont situés sur la commune de Longlaville et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté (annexes 2 et 3).

**8-3 - Périmètres de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée des Sources Vilé 4 et 5 se situe sur la commune de Longlaville.

**Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**

**9-1 - Périmètres de protection immédiate**

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Longlaville et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

**9-2 - Périmètres de protection rapprochée**

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :

- \* les forages sollicitant le même aquifère que celui du présent arrêté sauf s'ils sont destinés à leur remplacement.

- En ce qui concerne les stockages et dépôts :

- \* les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de déchets industriels, de tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- \* les stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux,
- \* les stockages de produits chimiques dont les engrais et produits phytosanitaires,
- \* les stockages de purin et de lisiers,
- \* les stockages d'effluents industriels,
- \* les stockages d'effluents domestiques collectifs,
- \* les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- \* les stations d'épuration, le lagunage.

- En ce qui concerne les canalisations :

- \* les canalisations de produits chimiques,
- \* les canalisations d'hydrocarbures liquides,
- \* les canalisations d'eaux usées domestiques et industrielles.

- En ce qui concerne les rejets liquides :

- \* les rejets d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- \* l'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- \* les installations autonomes de traitement des eaux usées.

- En ce qui concerne les constructions, les infrastructures et les loisirs :

- \* de nouvelles habitations raccordées ou non à l'assainissement collectif,
- \* le camping, caravanning,
- \* les nouveaux cimetières, l'extension de cimetière,
- \* la création d'installations classées,
- \* les activités de loisir de plus de 15 personnes.

- En ce qui concerne les activités agricoles :

- \* le maraîchage, les serres et pépinières,
- \* l'épandage de fumiers, lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration,
- \* les abreuvoirs, installations mobiles de traites, abris d'animaux.

En ce qui concerne les activités forestières :

- \* les défrichements,
- \* le traitement du bois stocké,
- \* les aires de débardage, la création de pistes forestières, l'affouragement et l'agrenage de gibier à moins de 200 mètres des captages.

L'utilisation et l'épandage de pesticides sont interdits pour des usages non agricoles.

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :

- \* la réalisation de sondage, forage de reconnaissance ou autre ouvrage souterrain est soumise à autorisation. Les moyens d'exécution seront tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère sera assurée,
- \* l'ouverture de carrières est conditionnée à la réalisation d'une étude hydrogéologique préalable destinée à vérifier l'absence d'impact sur les captages.

- En ce qui concerne les rejets liquides :
  - \* la réalisation de bassins d'infiltration d'eau pluviale est conditionnée à la réalisation d'une étude hydrogéologique préalable destinée à vérifier l'absence d'impact sur les captages.
- En ce qui concerne les constructions :
  - \* les travaux de voirie existante devront utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe. Les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement seront imperméabilisés.
- En ce qui concerne les activités forestières :
  - \* les coupes à blanc ne devront pas excéder 10% de l'étendue boisée par an.

#### 9-3 - Périmètre de protection éloignée

Ce périmètre ne concerne que les Sources Vilé 4 et 5.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
  - \* la réalisation de sondage, forage de reconnaissance ou autre ouvrage souterrain est soumise à autorisation. Les moyens d'exécution seront tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère sera assurée.

#### Article 10 : Travaux à réaliser

Acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate.

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de un an :

- Travaux communs à la source de l'alouette et aux sources de Vilé 4 et 5 :
  - \* mise en place de clôtures autour du périmètre de protection immédiate, avec portail d'accès fermant à clef,
  - \* mise en herbe des surfaces concernées par les périmètres de protection immédiate avec abattage des arbres.
- Travaux spécifiques aux sources de Vilé 4 et 5 :
  - \* rehausse d'au moins 50 cm des capots de protection des sources,
  - \* déconnexion de la source Vilé 1 (abandonnée) du réceptacle des eaux de Vilé 4 et 5, situé à l'entrée de la station de refoulement de Vilé,
  - \* réfection de la station de refoulement de Vilé dans le cas où la station serait réutilisée,
  - \* mise en place d'un traitement de la turbidité et d'une désinfection des eaux avant distribution,
  - \* les trop-pleins de l'ensemble des ouvrages de Vilé (abandonnés ou non) seront aménagés afin d'éviter les terrains marécageux actuels et d'améliorer l'accès aux ouvrages.

Préalablement à la mise en service des installations de Vilé, un contrôle de mise en conformité sera réalisé par l'autorité sanitaire.

#### Article 11 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

#### Article 12 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Longlaville est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

#### Article 13 : Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 la (ou les) propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

#### Article 14 : Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune de Longlaville pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de trois mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Longlaville conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

### TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

#### Article 15 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### Article 16 : Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

L'eau brute issue des sources de Vilé 4 et 5 n'est actuellement pas utilisée à des fins de consommation humaine ; elle devra subir un traitement de la turbidité et une désinfection avant mise en distribution.

#### Article 17 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

#### Titre V – Dispositions diverses

#### Article 18 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

Annexe 1 : Plan au 1/10000ème des périmètres de protection rapprochée et du périmètre de protection éloignée,

Annexe 2 : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée,

Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

#### Article 19 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

#### Article 20 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse et au tribunal administratif.



**Article 21** : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et le maire de la commune de Longlaville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

Les annexes du présent arrêté sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.

**Arrêté du 9 mars 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart, sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;  
VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;  
VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;  
VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;  
VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;  
VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;  
VU la délibération du conseil municipal de Loisy du 23 mars 1995 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage des sources du Grand Sart à Loisy ;  
VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 26 avril 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :  
1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart, sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ;  
2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire des communes de Loisy et Sainte-Geneviève ;  
VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'avril 2005 ;  
VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Loisy le 30 novembre 2010 ;  
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;  
VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 octobre 2011 ;  
CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;  
CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Loisy énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;  
CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Loisy ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE****TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1er** : Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart sur la commune de Loisy et par la commune de Loisy ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 2** : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart de la collectivité ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

**TITRE II – DERIVATION DES EAUX****Article 3** : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelles	Code Minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Source S1 du Grand Sart	Loisy	11 section ZH	01938X0147	876 909	2436182	293,01
Source S2 du Grand Sart	Loisy	10 section ZH	01938X0148	876836	2436237	282,63
Source S3 du Grand Sart	Loisy	45 section ZH	01938X0149	876730	2436163	280,67
Source S4 du Grand Sart	Loisy	45 section ZH	01938X0150	876709	2436141	279,34
Source S5 du Grand Sart	Loisy	46 section ZH	01938X0113	876653	2436097	282,05
Source S6 du Grand Sart	Loisy	07 section ZH	01938X0151	876716	2436341	266,37

**Article 4 : Débits prélevés**

Le débit prélevé ne peut excéder 110 m³/j.

**Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux**

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

**Article 6 : Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

**Article 7 : Indemnisation**

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

## TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

**Article 8 : Définition des périmètres de protection**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

## 8-1 - Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart sont situés sur la commune de Loisy et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelles
Loisy	ZH	Grand Sart	7 et 11 (en partie)
Loisy	ZH	Grand Sart	10 (en totalité)
Loisy	ZH	Grands Elmonchamps	45 et 46 (en partie)

## 8-2 - Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart est situé sur les communes de Loisy et Sainte-Geneviève et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

## 8-3 - Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée des sources S1, S2, S3, S4, S5 et S6 du Grand Sart se situe sur les communes de Loisy, Sainte-Geneviève et Bezaumont.

Un plan du périmètre de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

**Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)**

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Loisy et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate doivent être déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe doit être régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

**Article 10 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)**

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.1.1 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur. 10.1.2 L'ouverture et l'exploitation de carrières. 10.1.3 La réalisation de mares et d'étangs.	10.1.4 Le captage de sources ou la création de puits ou forages dans le même aquifère ne pourront être réalisés que dans un but de renforcement ou de substitution à la ressource actuelle et ne pourront être destinés qu'à l'alimentation publique. 10.1.5 Les sondages de reconnaissance doivent être réalisés dans les règles de l'art et recimentés lorsque leurs usages ont cessé. 10.1.6 Les matériaux de remblaiement doivent être inertes et contrôlés au préalable avant mise en œuvre.

10.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. 10.2.2 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables. 10.2.3 Les stockages de produits chimiques. 10.2.4 Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers). 10.2.5 Les stockages d'effluents industriels. 10.2.6 Les stockages d'effluents domestiques collectifs. 10.2.7 Les stations d'épuration, le lagunage. 10.2.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.	

10.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.3.1 Les canalisations d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.3.2. Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux excepté la canalisation de gaz haute pression.</p>	<p>10.3.3 Les canalisations seront étanches et éprouvées avant mise en service. Aucun projet d'eaux usées ne sera toléré s'il n'est en conduite sur une distance au moins égale à la limite du périmètre proposé (cas à prendre en compte pour la canalisation issue de Sainte Geneviève et longeant le périmètre par la RD40 C).</p>
10.4 - Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p>10.4.2 Les rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.4.3 Les rejets d'effluents agricoles.</p> <p>10.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.4.5 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p>	<p>10.4.6 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>
10.5 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.5.1 Les nouvelles constructions d'habitations ne pouvant être raccordées au réseau d'assainissement collectif.</p> <p>10.5.2 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>10.5.3 La création de cimetières.</p> <p>10.5.4 Les nouvelles installations classées.</p> <p>10.5.5 Les silos produisant des jus de fermentation.</p>	<p>10.5.6 Le raccordement au réseau d'assainissement collectif des nouvelles constructions d'habitations pourra être contrôlé par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.</p> <p>10.5.7 Tout nouveau bâtiment agricole dont les bâtiments d'élevage et d'engraissement devra être conforme aux normes et aucun rejet risquant de polluer les sols ne sera accepté.</p> <p>10.5.8 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne devra pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement...).</p>
10.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>Elevage</p> <p>10.6.1 Les abris destinés au bétail ou installations mobiles de traite.</p> <p>Epannage</p> <p>10.6.2 L'épandage des lisiers, boues de station d'épuration et des dérivés de purins, salle de traite ou eaux brunes ;</p> <p>Pratiques culturales</p> <p>10.6.3 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p>Autres pratiques agricoles</p> <p>10.6.4 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.6.5 Le drainage de terres agricoles.</p> <p>Utilisation de phytosanitaires</p> <p>10.6.6 La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté</p> <p>10.6.7 L'épandage de tout produit phytosanitaire dont la présence dans l'eau captée est confirmée (molécule mère et/ou métabolite(s)) par deux analyses successives du contrôle sanitaire à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées ou à la valeur sanitaire maximale si celle-ci est plus restrictive que la limite de qualité.</p>	<p>Elevage</p> <p>10.6.8 Le pacage des animaux ne devra pas conduire à la destruction du couvert végétal, toute détérioration entraînera un retrait immédiat des animaux qui ne pourront être réintroduit qu'après reconstitution de la végétation.</p> <p>Le pâturage sera réalisé sans affouragement de parcelle.</p> <p>En fonction de l'apport en fertilisation azotée minérale à la parcelle ou îlot homogène, les valeurs maximales de pâturage à respecter sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 kg/ha de fertilisation azotée minérale maximum,</li> <li>- 390 jours/ha de pâturage cumulés maximum pour un équivalent vache laitière.</li> </ul> <p>Pour chaque parcelle ou îlot homogène, l'exploitant concerné tiendra un cahier de pâturage comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La fertilisation azotée minérale maximale annuelle retenue,</li> <li>- Le nombre de jours de pâturage maximum annuel qui en découle,</li> <li>- La période de pâturage,</li> <li>- Le cheptel concerné.</li> </ul> <p>Ce document, dont un modèle figure en annexe du présent arrêté, permet à l'exploitant de dresser un bilan annuel du nombre de jours de pâturage cumulés à l'hectare.</p> <p>Epannage</p> <p>10.6.9 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates" ou toute autre nouvelle réglementation équivalente, y compris sur la commune de Loisy absente de la liste des communes de la zone vulnérable.</p> <p>10.6.10 Le registre de suivi des fertilisations est transmis chaque année à la commune de Loisy. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.</p> <p>Pratiques culturales</p> <p>10.6.11 Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché.</p> <p>Utilisation de phytosanitaires</p> <p>10.6.12 L'usage des produits phytosanitaires sera limité au maximum et devra faire l'objet d'une sensibilisation soutenue auprès des agriculteurs concernés, comme auprès de l'ensemble des usagers potentiels ; la toxicité des produits sera évoquée, tant pour l'applicateur que pour le consommateur d'eau.</p> <p>10.6.13 Un registre pour le suivi des produits phytosanitaires est tenu.</p>

	Il mentionne les dates de traitement, la nature du(des) produit(s) utilisé(s), la quantité épandue et la parcelle concernée. Ce registre est transmis chaque année à la commune de Loisy. Il doit être présenté sur demande aux administrations et organismes de contrôle agréés ainsi qu'aux agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code de la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.
--	---

10.7 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.7.1 Les déboisements. 10.7.2 Les coupes à blanc. 10.7.3 Les aires de débardage. 10.7.4 L'utilisation de produits phytocides et phytosanitaires sauf en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé. 10.7.5 L'affourage et l'agrainage du gibier. 10.7.6 Le traitement du bois stocké.	Sans objet

**Article 11 :** Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée (PPE)

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

**11.1 Travaux souterrains :**

- 11.1.1 Tout sondage de reconnaissance devra être réalisé dans les règles de l'art et sera recimenté lorsque son usage aura cessé ;
- 11.1.2 Toute fouille de plus de deux mètres de profondeur ne devra recevoir que des conduites d'alimentation en eau potable ou des réseaux composés de matériaux inertes. Les fouilles ne sauraient constituer des drains ou des lieux privilégiés d'infiltrations rapides ;
- 11.1.3 Tout matériau de remblaiement devra être inerte et faire l'objet d'une information préalable du préfet avant mise en œuvre.

**11.2 Stockages et dépôts :**

- 11.2.1 Tout stockage ne pourra se faire que sur aire étanche et, pour les produits liquides, en cuves double enveloppe ou sur cuves de rétention abritées des eaux pluviales et de capacité au moins égale aux volumes stockés ;
- 11.2.2 Les effluents issus de traitement en stations d'épuration ou de lagunage ou des bassins de décantation éventuels seront évacués en conduites étanches hors des limites des périmètres de protection.

**11.3 Canalisations :**

- 11.3.3 Toute canalisation devra être étanche, éprouvée lors de la pose et vérifiée au moins tous les cinq ans par tests appropriés.

**11.4 Rejets liquides :**

- 11.4.1 Aucun épandage d'effluent ne pourra avoir lieu sur le périmètre sans traitement bactéricide préalable et dosage des nitrates ; Au cas où le PLU communal (ou document d'urbanisme équivalent) autorise les constructions avec assainissement autonome, le dispositif retenu devra disposer d'un agrément ;
- 11.4.2 Les bassins éventuels d'infiltration d'eaux pluviales devront être couplés à des bassins de décantation préalable avec séparateur d'hydrocarbures ;

**11.5 Constructions :**

- 11.5.4 Toute création de bâtiment d'élevage ou d'engraissement devra respecter le cahier des charges des mises aux normes des bâtiments d'élevage ;
- 11.5.5 Les jus de silos seront récupérés en fosses étanches avant d'être épandus hors limites des périmètres proposés.

**11.6 Voirie :**

- 11.6.1 Les voies nouvelles de communication et les aires éventuelles de stationnement seront aménagées de manière telle qu'elles ne facilitent pas l'infiltration des eaux de surface imperméabilisées.

**11.7 Activités agricoles :**

- 11.7.1 Les cultures sur labours sont autorisées sur les parcelles actuelles. Les surfaces cultivées ne doivent pas augmenter au détriment des prairies ou bosquets ;
- 11.7.2 Le maraîchage n'est pas souhaitable en raison des apports d'engrais élevés généralement constatés pour ce type d'activité ;
- 11.7.3 Les lisiers doivent être épandus hors des périmètres de protection donc en dehors du périmètre de protection éloignée. Les boues de station d'épuration devront offrir toute garantie par des contrôles analytiques et être épandues dans les 48 heures suivant leur réception sur les parcelles ;
- 11. Les engrais et pesticides doivent être épandus en respectant les bonnes pratiques auxquelles les agriculteurs de la butte de Sainte Geneviève ont été sensibilisés. On fera en sorte que les bilans azotés soient conformes aux besoins des plantes sans surdosages donc sans effets cumulatifs entre épandages de fumiers par exemple et épandages d'engrais chimiques.

**Article 12 :** Travaux à réaliser

La pose d'un analyseur à nitrates au niveau du réservoir sera réalisée dans le délai d'un an à compter de la publication de l'arrêté.

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être propriété de la commune.

**Article 13 :** Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9, 10 et 11 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 14 :** Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Loisy, Sainte-Geneviève et Bezaumont sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9, 10 et 11 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L. 1324-3 et L. 1324-4 du code de la santé publique.

**Article 15 :** Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 16 :** Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Loisy, Sainte-Geneviève et Bezaumont pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Loisy, Sainte-Geneviève et Bezaumont conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

#### TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

##### **Article 17 :** Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Un diagnostic des pratiques agricoles sur l'aire d'alimentation des captages doit être réalisé dans un délai de un an. Ce diagnostic doit conduire à la mise en place d'actions adaptées permettant la baisse des teneurs en nitrates dans les eaux brutes.

##### **Article 18 :** Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Un traitement des nitrates pourra être exigé par l'Agence Régionale de Santé en cas de dépassement trop important des valeurs limites en nitrates.

##### **Article 19 :** Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Un contrôle particulier des teneurs en nitrates est mis en œuvre par l'Agence Régionale de Santé et un bilan annuel est réalisé.

#### TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

##### **Article 20 :** Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Modèle de cahier de pâturage,
- Annexe 2 : Plan au 1/10 000e des périmètres de protection rapprochée et éloignée,
- Annexe 3 : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- Annexe 4 : État parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### **Article 21 :** Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

##### **Article 22 :** Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

##### **Article 23 :** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et les maires des communes de Loisy, Sainte-Geneviève et Bezaumont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes du présent arrêté sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.*

**Arrêté du 9 mars 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des Source CULMIERE 1, CULMIERE 2 et MERE, sur la commune de Montauville et par la commune de Montauville ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Montauville du 13 octobre 2006 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources Culmière 1, Culmière 2 et Méré à Montauville ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 4 février 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources Culmière 1, Culmière 2 et Méré, sur la commune de Montauville et par la commune de Montauville ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de Montauville ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'août 2007 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Montauville, le 18 mai 2010 ;

VU l'avis du 19 avril 2011 du commissaire enquêteur à l'issue des enquêtes ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 8 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;  
 CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de MONTAUVILLE énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;  
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Montauville ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE****TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1er** : Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources Culmière 1, Culmière 2 et Méré, sur la commune de Montauville et par la commune de Montauville ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 2** : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources Culmière 1, Culmière 2 et Méré de la collectivité ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

**TITRE II – DERIVATION DES EAUX****Article 3** : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelles	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Source Méré	Montauville	Section AA	01933X0051	869800	2439832	236
Source Culmière 1	Montauville	Section A 103p, 104p, 108, 342, 344 et 346	01933X0065	869548	2439872	247
Source Culmière 2	Montauville		01933X0069	869626	2439903	237

**Article 4** : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 342 m³/jour ou 125 000 m³/an.

**Article 5** : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

**Article 6** : Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel sont reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

**Article 7** : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU****Article 8** : Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**8-1 - Périmètres de protection immédiate**

Les périmètres de protection immédiate des Source Méré, Source Culmière 1 et Source Culmière 2, sont situés sur la commune de Montauville et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelles
MONTAUVILLE	A	En Culmière	103 pour partie, 104 pour partie, 108, 109, 342, 344 et 346
MONTAUVILLE	AA	La Vieille Côte	460, 463 et 465

**8-2 - Périmètres de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée des sources Culmière 1, Culmière 2 et Méré est situé sur la commune de Montauville et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

**Article 9** : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**9-1 - Périmètres de protection immédiate**

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont propriété de la commune de Montauville et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

## 9-2 - Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
    - \* l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ;
    - \* la réalisation de mares et étangs.
  - En ce qui concerne les stockages et les dépôts :
    - \* les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
    - \* l'installation et stockages de produits chimiques dont les engrais, les phytosanitaires ;
    - \* le stockage de purin et de lisiers ;
    - \* les stockages d'effluents industriels ;
    - \* les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
    - \* les stations d'épuration de lagunage ;
    - \* les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
  - En ce qui concerne les canalisations :
    - \* les canalisations d'eaux usées domestiques ou industrielles ;
    - \* les canalisations de produits chimiques.
  - En ce qui concerne les rejets liquides :
    - \* les rejets d'eaux industrielles ;
    - \* l'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles.
  - En ce qui concerne les constructions, infrastructures et loisirs :
    - \* toutes nouvelles constructions ;
    - \* les constructions de campings, caravanings et annexes ;
    - \* les constructions ou les extensions de cimetières ;
    - \* la construction ou exploitation d'installations classées ;
    - \* les activités de loisirs de plus de 15 personnes.
  - En ce qui concerne les activités agricoles :
    - \* l'épandage des lisiers, boues de station d'épuration et des dérivés de purins, salle de traite ou eaux brunes.
  - En ce qui concerne les activités forestières :
    - \* le traitement du bois stocké.
  - En ce qui concerne les eaux superficielles :
    - \* les modifications de l'écoulement des eaux superficielles.
  - L'utilisation de pesticides pour le traitement des accotements des voiries.
- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est réglementé :
- En ce qui concerne les travaux souterrains :
    - \* l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur est soumise à une étude hydrogéologique préliminaire destinée à vérifier l'absence de tout risque de contamination des captages. Les moyens d'exécution seront tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère sera assurée. Un système de drainage des eaux superficielles est mis en place ;
    - \* le remblaiement d'excavations ou des carrières existantes sera réalisé à l'aide de matériaux inertes et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;
    - \* les nouveaux forages sollicitant le même aquifère que celui de la ressource à protéger ne sont autorisés que dans la mesure où ils remplacent le captage objet du présent avis. Les forages sollicitant un autre aquifère plus ou moins profond sont soumis à la réglementation générale. Les moyens d'exécution seront tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère soit assurée.
  - En ce qui concerne les constructions :
    - \* toutes nouvelles voies de communication ou aire de parking ou aménagements des voies existantes sont soumis à étude hydrogéologique.
  - En ce qui concerne les activités agricoles :
    - \* les épandages de produits phytosanitaires sont interdits dans un rayon de 200 mètres autour des captages ainsi qu'à côté des routes. Tout signe de dégradation de la qualité de l'eau vis-à-vis de ces paramètres entraînera l'interdiction d'épandage de la substance en cause sur l'ensemble du périmètre de protection.
    - \* le pacage d'animaux est interdit dans un rayon de 300 mètres autour des captages.
  - En ce qui concerne les activités forestières :
    - \* Le déboisement est interdit sauf utilité publique avec mise en place de mesures compensatoires ;
    - \* Les coupes rases de plus d'un hectare par an d'un seul tenant sont interdites ;
    - \* L'utilisation de pesticides est interdite sauf recommandation expresse du Service Régional de la Protection des Végétaux en cas de peuplement menacé ;
    - \* L'affourage ou agrainage du gibier sont interdits.
  - En ce qui concerne les stockages et les dépôts :
    - \* le stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux est interdit sauf en cuve aérienne sur bac de rétention.
  - En ce qui concerne les canalisations :
    - \* les canalisations d'hydrocarbures nécessitent un certificat d'étanchéité délivré par un organisme indépendant préalablement à leur mise en place. Les contrôles réglementaires sont doublés en raison du risque d'effondrement et des conséquences possibles.
  - En ce qui concerne les rejets liquides :
    - \* les filières d'assainissement autonomes sont interdites. Les habitations existantes seront raccordées à un assainissement collectif.

**Article 10 :** Travaux à réaliser

Acquisitions des parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate.

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate seront clôturés.

Pour les sources Culmière 1 et 2 :

- la mise en place d'un système pare animaux en sortie du trop plein de la Source Culmière 1 ;
- la mise en place d'une cheminée pare insectes pour la Source Culmière 2 ;
- la création d'un fossé étanche avec évacuation des eaux en dehors du périmètre de protection ;
- la mise en place de panneaux de circulation limitant la vitesse des poids-lourds à 60 km/h le long du périmètre de protection immédiate.

Pour la source Méré :

- la mise en place d'un nouveau capot en fonte avec cheminé d'aération ;
- le retrait des conduites de distribution d'eau potable ainsi que le retrait de l'ensemble des gaines techniques avec rebouchage des trous.

Autres :

- la rénovation du système de bêche de reprise (suivi d'un curage complet des installations) ainsi que la mise en place d'une clôture en pourtour de la parcelle délimitée ;
- l'identification de l'écoulement d'eau dans le troisième regard sur le site de pompage ;

- la mise en place d'un compteur en départ de la distribution au niveau du réservoir ;
- l'évacuation des dépôts sauvages présents au sein des anciennes carrières de calcaires observées à l'ouest du Bois de Val de Dieu dans le périmètre de protection rapprochée.

**Article 11 :** Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 12 :** Contrôle des prescriptions et sanctions

Le Maire de la Commune de Montauville est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection. Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

**Article 13 :** Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 la (ou les) propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 14 :** Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune de Montauville pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de trois mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Montauville conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

#### TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

**Article 15 :** Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 16 :** Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection, agréé par le ministère chargé de la santé, afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**Article 17 :** Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

#### TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

**Article 18 :** Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/10 000e du périmètre de protection rapprochée,
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/2 000e des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**Article 19 :** Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**Article 20 :** Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 21 :** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Montauville, le directeur général de l'agence régionale de santé et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes du présent arrêté sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.*

#### **Arrêté du 9 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de Blâmont**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations des 4 juillet 2011 et 13 septembre 2011 du conseil municipal de BLAMONT sollicitant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT ;

VU le dossier établi en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;



VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 prescrivant l'ouverture, du 13 décembre 2011 au 3 janvier 2012 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;  
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU l'avis favorable, émis le 23 janvier 2012, par le commissaire enquêteur ;  
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

**Article 1er** : Le projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT, est déclaré d'utilité publique.

**Article 2** : Le maire de BLAMONT est autorisé à acquérir les parcelles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 3** : L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté est affiché, dès sa réception, dans la commune de BLAMONT aux lieux habituels d'information du public, pendant un mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le maire de BLAMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif de Nancy, au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 9 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté modificatif N° 12.BI.15 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du domaine de l'Etat ;  
VU le code de la voirie routière ;  
VU le code minier ;  
VU le code de la route ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques ;  
VU le code de l'environnement ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives et individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;  
VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine  
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.86 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle

**AR R E T E**

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.86 du 22 août 2011 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

**Article 1er** :

8) Energie

Ajouter l'alinéa suivant :

- accusés de réception, décisions de toute nature, saisines, consultations et autres correspondances intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 12 mars 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté modificatif N° 12.BI.16 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;  
VU le code de commerce ;  
VU le code de la consommation ;  
VU le code du tourisme ;  
VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la circulaire IOCA1125950C du 18 octobre 2011 relative au transfert de certaines attributions touristiques aux DIRECCTE ;  
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.88 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 1 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.88 du 22 août 2011 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

L'alinéa 5) "Organisation, fonctionnement des services et gestion du personnel" prend le numéro 6).

Un nouvel alinéa 5 est créé :

5) Tourisme

Décisions de classement, renouvellement de classement, décisions de radiation et correspondances concernant les hôtels de tourisme, résidences de tourisme, terrains de camping, parcs résidentiels de loisirs, meublés de tourisme, villages de vacances, villages résidentiels de tourisme.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 12 mars 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

*Bureau de l'interministérialité - Mission économique*

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 février 2012 concernant les sociétés SCCV**

Réunie le 28 février 2012, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder aux sociétés SCCV « Les Portes de Saint-Nicolas » et « Supermarchés Match » l'autorisation de créer un ensemble commercial d'une surface de vente totale de 15 470 m<sup>2</sup>, RD71 route de Ville-en-Vermais à Saint-Nicolas de Port et comprenant :

- Un hypermarché de 3500m<sup>2</sup>
- Une galerie commerciale de 1308m<sup>2</sup>
- 2 retraits parks (7055m<sup>2</sup> et 3607 m<sup>2</sup>)

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Saint-Nicolas de Port.

Nancy, le 5 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

---

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 février 2012 concernant la SCI FROFLE**

Réunie le 28 février 2012, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la SCI FROFLE l'autorisation de créer un ensemble commercial (3 bâtiments) d'une surface de vente totale de 3136 m<sup>2</sup>, rue Antoine de Saint-Exupéry, ZAC de Frocourt à Fléville-devant-Nancy :

- bâtiment A : 1 cellule équipement de la maison de 1036 m<sup>2</sup>
- bâtiment B : 1 cellule équipement de la maison de 379 m<sup>2</sup>, 1 cellule équipement de la maison de 370 m<sup>2</sup> et 1 cellule meubles et accessoires de 593 m<sup>2</sup> (Gauthier)
- bâtiment C : 2 cellules équipement de la maison de 379 m<sup>2</sup> chacune

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Nancy, le 5 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**

**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-006 en date du 1er mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence de l'A330, sens Epinal – Nancy, entre les PR 3+000 et 2+500, dans le cadre des travaux de modification de l'échangeur de Frocourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 22/02/2012 présenté par le bureau d'études ARCADIS ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 28/02/2012 ;  
 VU l'information du CRICR de Metz ;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 27/02/2012 ;  
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
Points Repères PR. et sens	PR 3,000 au PR 2,500 sens 2	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	Phase 1 : A330 - Mise en place des BT4 (nuit) Phase 2 : A330 – Travaux échangeur (jour)	
PERIODE GLOBALE	Du 19/03/12 à mi-juillet 2012 *	
SYSTEME D'EXPLOITATION		
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : AXIMUM (Entreprise sous-traitante de SCREG-EST)	MISE EN PLACE PAR : AXIMUM (Entreprise sous-traitante de SCREG-EST), sous surveillance du CEI de Fléville

\* Nota : Un second arrêté couvrant la période de mi-juillet 2012 à fin novembre 2012 intégrera la suite des travaux ainsi que la dépose des BT4.

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Semaine 12 19 et 20 mars 2012	PR 3,000 à 2,500 Sens Epinal-Nancy	Travaux de Nuit Mise en place des BT4	Neutralisation de la VD de l'A330 AK5 PR 4,000
2	Du 21 mars 2012 à mi-juillet 2012	PR 3,000 à 2,500 Sens Epinal-Nancy	Travaux de jour Réalisation d'une collectrice du giratoire RD570 jusqu'à l'ouvrage de franchissement de l'A330	BAU neutralisée par BT4 sur 500ml 20cm derrière Module 38-14 (3u)

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune d'Houdemont ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune d'Houdemont.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 1er mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

---

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-007 du 1er mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un Panneau à Messages Variables de type portique, sur l'autoroute A31, au PR 250+560, sur le territoire communal de Maxéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 23/01/2012 présenté par la DIR Est SESYR/BED ;

VU l'information de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 29/02/2012 ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 01/03/2012 ;

VU l'avis de la commune de Laxou en date du 01/03/2012 ;

VU l'avis de la commune de Maxéville en date du 29/02/2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 24/01/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 20/01/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31 et A33	
POINTS REPERES (PR)	Phase 1 : A31 : PR 247+200 à 250+800 sens 1 et 254+000 à 248+000 sens 2 A33 : PR 2+400 à 0+800 sens 2 Phase 2 : A31 : PR 247+200 à 250+800 sens 1 et 254+000 à 251+000 sens 2 A33 : PR 2+400 à 0+800 sens 2	
SENS	A31 : sens 1 et 2 – A33 : sens 2	
SECTION	Courantes	
NATURE DES TRAVAUX	A31 PR: 250+560 - Pose d'un PMV	
PERIODE GLOBALE	La nuit du 7 au 8 mars 2012 (21h00-6h00)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de chaussée avec sortie obligatoire sur A33 sens 2 Coupure de chaussée avec sortie obligatoire sur A31 sens 1 Coupure de chaussée avec sortie obligatoire sur A31 sens 2 Neutralisation des 2 voies de droite sur A31 sens 2	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : SESYR	MISE EN PLACE PAR : SOTRAVEER

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	SENS et PR	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 07/03/12 au 08/03/12  de 21h00 à 1h00 et de 2h00 à 6h00	A31 sens 1 Toul-Metz du PR 247+200 au PR 250+800  A33 sens 2 Strasbourg-Metz du PR 2+400 au PR 0+800  A31 sens 2 Metz-Toul PR:254+000 au 251+000	Coupure de l'A31 avec sortie obligatoire sur échangeur N°18  Coupure de l'A33 avec sortie obligatoire sur échangeur N°18  Neutralisation des 2 voies de droite.	Les usagers sur A31 en provenance de Toul et en direction de Metz sont déviés sur l'échangeur N° 18 Nancy-Laxou. La déviation mise en place emprunte sur la commune de Laxou, l'avenue de la Résistance (RD400), la rue du Saulnois, l'avenue des Quatre vents (commune de Laxou et Maxéville) et reprise de l'A31 en direction de Metz par l'échangeur N°19 Laxou-Gentilly.  Les usagers en provenance de Strasbourg et en direction de Metz sont déviés sur l'échangeur N°18 Nancy-Laxou. La bifurcation A33/A31 en direction de Toul est maintenue ouverte. La déviation mise en place emprunte sur la commune de Laxou, l'avenue de la Résistance (RD400), la rue du Saulnois, l'avenue des Quatre vents (communes de Laxou et Maxéville) et reprise de l'A31 en direction de Metz par l'échangeur N°19 Laxou-Gentilly.  La circulation s'effectue sur la voie de gauche avec neutralisation des 2 voies de droite. La vitesse est limitée à 70km/h avec interdiction de dépasser à tous les véhicules. La bretelle de sortie Laxou-Gentilly sur l'échangeur N°19 est maintenue à la circulation.
2	Le 8/03/12  de 1h00 à 2h00	A31 sens 1 Toul-Metz du PR 247+200 au PR 250+800  A33 sens 2 Strasbourg-Metz du PR 2+400 au PR 0+800  A31 sens 2 Metz-Toul PR:254+000 au 248+000	Coupure de l'A31 avec sortie obligatoire sur échangeur N°18  Coupure de l'A33 avec sortie obligatoire sur échangeur N°18  Coupure de l'A31 avec sortie obligatoire sur échangeur N°19	Les usagers sur A31 en provenance de Toul et en direction de Metz sont déviés sur l'échangeur N° 18 Nancy-Laxou. La déviation mise en place emprunte sur la commune de Laxou, l'avenue de la Résistance (RD400), la rue du Saulnois, l'avenue des Quatre vents (commune de Laxou et Maxéville) et reprise de l'A31 en direction de Metz par l'échangeur N°19 Laxou-Gentilly.  Les usagers en provenance de Strasbourg et en direction de Metz sont déviés sur l'échangeur N°18 Nancy-laxou. La bifurcation A33/A31 en direction de Toul est maintenue ouverte. La déviation mise en place emprunte sur la commune de Laxou, l'avenue de la Résistance (RD400), la rue du Saulnois, l'avenue des Quatre vents (communes de Laxou et Maxéville) et reprise de l'A31 en direction de Metz par l'échangeur N°19 Laxou-Gentilly.  Les usagers sur A31 en provenance de Metz et en direction de Paris ou Strasbourg sont déviés sur l'échangeur N°19 Laxou-Gentilly. La déviation emprunte sur les communes de Maxéville et Laxou, l'avenue des Quatre vents, l'avenue de la Résistance (RD400) et reprise de l'A31 ou l' A33 par l'échangeur N°18 Nancy-Laxou en direction de Metz ou Strasbourg.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Laxou et Maxéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Laxou et Maxéville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SES,
- Directeur de la société AXIMUM,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 1er mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-011 du 13 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Chaudeney-sur-Moselle et Dommartin-les-Toul sur l'autoroute A31 au PR 232+500**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 28/02/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis d'APRR en date du 06/03/2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 28/02/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 28/03/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
Points Repères PR. et sens	PR 232+500 aires de Toul-Chaudeney et de Toul-Dommartin Dans les 2 sens de circulation	
SECTION	TOUL - NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Lançage du tablier de l'ouvrage d'art permettant de raccorder les 2 aires au PR 231 + 650	
PERIODE GLOBALE	La nuit du 17 au 18 mars 2012, de 20h30 à 8h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire - sens 1 par aire de Toul-Chaudeney - sens 1 par aire de Toul-Dommartin	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : société SOTRAVER	MISE EN PLACE PAR : société SOTRAVER, sous surveillance du CEI de Fléville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Nuit du 17 au 18 mars 2012 de 20h30 à 8h00	Sens 1 : Panneau KC1 PR 228+500 bretelle Dijon- Nancy  Sens 2 : Panneau KC1 PR 233+900	Coupure des chaussées dans les 2 sens de circulation avec sortie obligatoire	Sortie obligatoire : - Sens 1 par aire de Toul-Chaudeney - Sens 2 par aire de Toul-Dommartin

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Chaudeney-sur-Moselle et Dommartin-lès-Toul ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Chaudeney-sur-Moselle et Dommartin-lès-Toul.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société Eiffage TP,
- Directeur de la société APRR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin-lès-Metz, le 13 mars 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE  
Cabinet

## Arrêté N° 2012-022 du 6 mars 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU la décision n° 2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

## ARRETE

**Article 1er :** La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à Madame Marie-Hélène MAÎTRE, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

A Madame Marie-Hélène MAÎTRE :

- Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- A Madame le Docteur Arielle BRUNNER, chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

- A Madame Gisèle HURSON, chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

- A Monsieur Yann KUBIAK, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

- A Madame Marie RÉAUX, Responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

- A Madame le Docteur Annick DIETERLING, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

- Directrice de la Performance et de la Gestion du Risque, par intérim pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Performance et de la Gestion du Risque par intérim, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

- Monsieur Patrick REMY, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).

- Monsieur Jean-Louis FUCHS, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

- Madame Sabine GRISELLE-SCHMITT, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

- Monsieur Raphaël BECKER, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.

- Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

A Madame Annie TOUROLLE : Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.



- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.  
En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Directrice des Ressources Humaines et Madame Corinne JUE DE ANGELI, responsable de la GPEC et de la formation ; pour les questions relatives aux ressources humaines,
- Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique,
- Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales, et Madame Catherine WILLAUME, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

A Monsieur Patrick METTAVANT ; Directeur des Services Financiers pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick CHAMINADAS, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick METTAVANT et de Monsieur Patrick CHAMINADAS, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François LALLEMAND, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie DIMINI, comptable.

A Monsieur Serge MORAIS ; Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, pour :

Les décisions et correspondances relatives :

- à la formation et métiers de la santé, à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
- à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé
- à l'organisation et à l'allocation de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;
- aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia de BERNARDI, adjointe au Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences de la Direction.
- Monsieur le Docteur Patrick MORVAN, chef de département « Réseaux de santé » en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.
- Madame Michèle HÉRIAT, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.
- Madame Sabine RIGON, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « Professions paramédicales », en ce qui concerne :
  - les formations paramédicales et à destination des sages-femmes,
  - l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes
  - les tatoueurs et l'usage du titre de psychothérapeute.

A Madame Martine ARTZ ; Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSE) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Karine THÉAUDIN, adjoint à la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale : en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.
- Madame Christine MEFFRE, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

A Monsieur Lucien VICENZUTTI ; Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.
- Madame Valérie BIGENHO-POET, chef de département « Médico-social » par intérim, en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.
- Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :
  - Monsieur Philippe ROMAC dans le département de la Meurthe et Moselle.
  - Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges.
  - Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle.
  - Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.

A Monsieur Michel MULIC ; délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique COURT, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel MULIC et de Madame Dominique COURT, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur le Docteur Alain COUVAL, Conseiller médical du délégué territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

- Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine GABRION, Animateur Territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
  - pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
  - pour le renouvellement d'autorisation ;
  - pour les arrêtés de tarification d'activité ;
  - pour les notifications de dotation
  - pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics
- Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Ghyslaine GUENOT, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
  - pour le renouvellement d'autorisation ;
  - pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
  - pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
  - pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics
- Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Madame Lucie TOME, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :
    - pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
  - Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

A Madame Chantal KIRSCH : déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul Charles AUBERT, Animateur Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul Charles AUBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

- Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des Animateurs Territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :
  - Monsieur Paul Charles AUBERT, territoire de Metz-Briey
  - Madame Chantal ROCH, territoire de Thionville-Longwy
  - Monsieur Guillaume LABOURET, territoire de Sarrebourg-Saulnois
  - Monsieur Etienne GUERAIN, territoire de Sarreguemines
  - Madame Laure POLO RAVIER, territoire du Bassin Houiller

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
  - pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
  - pour le renouvellement d'autorisation ;
  - pour les arrêtés de tarification d'activité ;
  - pour les notifications de dotation.
  - pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :
    - pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;
    - pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence ZIEGLER, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène Robert et Laurence ZIEGLER, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien BACARI, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène METZELER, ingénieur d'études sanitaires.

- Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire KOENIG, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

A Madame le Docteur Eliane PIQUET : déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

- Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne CONTIGNON, Animateur Territorial:

Dans le domaine médico-social:

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé:

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne CONTIGNON, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise BLÉRY-MASSINET, Animateur Territorial.

- Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline PRINS, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie Bertrand, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

A Monsieur Philippe ROMAC ; délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile De JONG, Animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile De JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Madame le Docteur Odile de JONG et de Monsieur Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui leur est accordée sera exercée :

- Dans le champ de l'animation territoriale par Madame Martine RICARD ou Madame LAMIA HIMER, Animateurs Territoriaux :

Dans le domaine médico-social:

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé:

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

- Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale par Madame Stéphanie Moniot, ingénieur d'études sanitaires:

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations.

Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

A Madame CHANTAL PAULUS ; conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

**Article 4 :** Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l' Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

- Ressources Humaines
  - la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
  - les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
  - les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
  - les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
  - le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;
- Affaires Générales
  - les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
  - les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes ;

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

**Article 5 :** Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 6 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

## SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

### *Etablissements de santé*

**Arrêté n° 2012-0223 en date du 7 mars 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;  
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;  
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;  
VU le décret n°2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;  
VU l'arrêté n°70/2010 du 03 juin 2010, fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de TOUL ;  
CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 02 mars 2012, proposant le remplacement de Monsieur Gérard GOLFOUSE par Monsieur Daniel MATHIEU en qualité de représentant des familles de personnes accueillies ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du centre hospitalier de TOUL, 1 cours raymond POINCARE – BP 310 – 54201 TOUL Cedex (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Madame Lucette LALEVEE, représentante de la mairie de TOUL ;
- Madame Lysie LE PLOUFF, représentante de la Communauté de Communes du Toulais ;
- Madame Michèle PILOT, représentante du conseil général du département de Meurthe-et-Moselle.

2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Evelynne MELAT, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- Madame le Docteur Christine DETOUL, représentante de la commission médicale d'établissement ;
- Madame Angéla RICOU, représentante désignée par les organisations syndicales.

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Didier HENRY, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Madame Denise ALLAIT (ADMD) et Monsieur Alain DOR (IME), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Toul ;
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Toul (si cette structure existe) ;
- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle.

Pour les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un EHPAD

- Monsieur Daniel MATHIEU, représentant des familles de personnes accueillies.

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté n° 2012-0193 en date du 20 janvier 2012 fixant la liste départementale des médecins relais habilités à procéder au suivi des mesures d'injonctions thérapeutiques**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment l'article R 3413-1 ;

VU le décret n° 2008-364 du 16 avril 2008 relatif au suivi des mesures d'injonctions thérapeutiques et aux médecins relais ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010, tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU l'avis du 31 mai 2011 de Monsieur le Procureur Général de la Cour d'Appel de NANCY ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La liste des médecins relais prévue par l'article L 3413-1 du Code de la Santé Publique, pour le département de Meurthe-et-Moselle, est établie comme suit :

- secteur sud :

Madame le Docteur Françoise SCHWARTZ  
ARS – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle  
Immeuble « les Thiers »  
4, rue Piroux  
54000 NANCY

- secteur centre :

Monsieur le Docteur KRATZER Arthur  
17-19, rue Grégoire de Tour  
57000 METZ

- secteur nord :

Monsieur le Docteur PARTOUCHE Eric  
37, rue de la Tour  
57100 THIONVILLE

Les secteurs sont ainsi définis :

- secteur sud : Dieulouard - Pont à Mousson - Nomeny - Domèvre en Haye - Pompey - Toul - Nancy - Lunéville - Neuves Maisons - Saint Nicolas de Port - Colombey les Belles - Haroué - Vézelize - Bayon - Gerbéviller - Baccarat - Badonviller - Cirey sur Vezouze - Blâmont - Arracourt.

- secteur centre : Thiaucourt Regniéville - Chambley Bussières - Conflans en Jarnisy - Homécourt - Briey.

- secteur nord : Audun le Roman - Villerupt - Herserange - Longwy - Mont Saint Martin – Longuyon.

**Article 2** : La présente liste sera révisée annuellement.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07, pour le recours hiérarchique,

- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place de la Carrière – 54 036 NANCY Cedex, pour le recours contentieux.

**Article 4** : Le Directeur Général de l'A.R.S. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

*Cellules personnes âgées***Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 2012-147 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 040 du 21 février 2012 portant transfert à la Société MEDICA FRANCE de l'autorisation de création et de gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Haut du Bois » précédemment accordée au centre communal d'action sociale de Jarville-La-Malgrange**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gériatrique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle du 17 novembre 2003 autorisant le centre communal d'action sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE, gestionnaire de l'établissement d'accueil pour personnes âgées « Le haut du Bois » à accueillir des personnes âgées dépendantes pour l'ensemble de la capacité de la structure ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet de Meurthe-et-Moselle et du Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle du 30 juillet 2009 autorisant le centre communal d'action sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE à augmenter la capacité d'accueil de l'EHPAD « Le Haut du Bois » par la création de 5 places d'hébergement permanent ;

VU le dossier de demande de transfert d'autorisation et de gestion de l'EHPAD « Le Haut du Bois » déposé par la SA MEDICA FRANCE le 22 novembre 2011 ;

VU la délibération du 28 novembre 2011 du conseil d'administration du centre communal d'action sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE sollicitant le transfert de la gestion de l'EHPAD « Le Haut du Bois » à la Société Anonyme MEDICA FRANCE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;

VU les statuts de la Société Anonyme MEDICA FRANCE sise immeuble Le Diderot – 39 rue du gouverneur général Félix EBOUE – 92 130 ISSY-LES-MOULINEAUX ;

CONSIDERANT les engagements pris par la SA MEDICA FRANCE d'assurer la continuité des objectifs de qualité de prise en charge des résidents sur lesquels le centre communal d'action sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE s'était engagé dans le cadre d'une convention tripartite signée conformément à l'article L 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que la société MEDICA FRANCE remplit les conditions permettant de reprendre l'activité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de l'établissement « Le Haut du Bois » de JARVILLE-LA-MALGRANGE, en garantissant la continuité de service, la qualité des prestations et le maintien des droits des personnels ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

# ARRETEMENT

**Article 1er** : L'autorisation de création et de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Le Haut du Bois » 23 avenue du général de Gaulle 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE, d'une capacité de 65 places d'hébergement permanent et 1 place d'hébergement temporaire, accordée initialement au centre communal d'action sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE est transférée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à la Société Anonyme MEDICA FRANCE dont le siège est situé 39 rue du gouverneur général Félix EBOUE à ISSY-LES-MOULINEAUX.

**Article 2** : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

**Article 3** : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 4** : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 92 000 039 5

Code statut juridique : 73 (Société Anonyme.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 283 8

capacité : 66

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 25 (PD EHPAD partiel nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 65

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 65

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 65

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 1

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 1

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 1

**Article 5** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 6** : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé au Centre Communal d'Action Sociale de JARVILLE-LA-MALGRANGE et à la société anonyme MEDICA FRANCE.

Nancy, le 21 février 2012

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité  
avec les Personnes et au Développement Social,  
Michèle PILOT

## DIRECTION DE L'AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE

### Arrêté ARS N° 2012-0219 du 2 mars 2012 portant agrément actualisé d'un Centre d'Enseignement des Soins d'Urgence

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles D 6311-17 à D 6311-22 ;

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU le décret n° 2006-41 du 11 janvier 2006 relatif à la sensibilisation à la prévention des risques, aux missions des services de secours, à la formation aux premiers secours et à l'enseignement des règles générales de sécurité ;

VU le décret n° 2007-441 du 25 mars 2007 relatif à la composition, au fonctionnement et aux missions des centres d'enseignements des soins d'urgence, et notamment son article 2 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé (ARS) ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine – M. BENEVEISE Jean-François ;

VU l'arrêté du 29 mars 2007 modifié, relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires aux personnels enseignants des centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU) ;

VU l'arrêté en date du 24 novembre 2007 portant nomination à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2011 portant délégation de signatures de Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU la décision en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU la demande présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy en vue d'obtenir l'agrément actualisé d'un centre d'enseignement des soins d'urgence ;

VU l'avis favorable rendu par la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires lors de sa séance du 17 février 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du dossier déposé le centre d'enseignement des soins d'urgence répond aux conditions réglementaires applicables aux centres d'enseignement et aux soins d'urgence ;

# ARRETE

**Article 1er** : Un Centre d'Enseignement des Soins d'Urgence (CESU) actualisé est agréé au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

**Article 2** : Le Directeur de l'Ambulatoire et Accès à la Santé, le Directeur de l'Offre de la Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale, le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 2 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

## Service produits de santé et biologie

**Arrêté N° 2012-0197 du 21 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » enregistrée sous le N° 08**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 VU l'arrêté n°2011-110 du 16 mars 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » ;

VU l'arrêté préfectoral DCTTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » le 1er décembre 2011, complétée le 25 janvier 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la dissolution sans liquidation de la SA Labobio avec transmission universelle de patrimoine ;
- la dissolution sans liquidation de la SCP Michel Musquar avec transmission universelle de patrimoine ;
- l'agrément de Monsieur Michel MUSQUAR en qualité de nouvel associé commandité et création d'un nouveau droit d'associé commandité ;
- la cession d'action au profit de Monsieur Michel MUSQUAR et son agrément en qualité d'actionnaire commanditaire ;
- la nomination de Monsieur Michel MUSQUAR en qualité de cogérant et de biologiste coresponsable ;

**ARRETE**

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n° 2011-110 du 16 mars 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard – 54100 NANCY sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO »

Siège social : 1170 avenue Raymond Pinchard

54100 NANCY

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » agréée sous le n°08, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100), inscrit sous le n° 54-75, implanté sur les 6 sites ci-dessous :

- 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 Nancy
- 2 rue des IV Eglises - 54000 Nancy
- 9 square de Liège 54500 - Vandoeuvre les Nancy
- « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre les Nancy
- 17 bis rue de la République – 54140 Jarville la Malgrange
- 1 boulevard du Docteur Cattenoz – 54600 Villers les Nancy

Biologistes coresponsables:

- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien.

Biologistes médicaux :

- Madame Sandrine SEPANIAK-LEROND, biologiste médical, Médecin
- Madame Isabelle DAUPHIN, biologiste médical, Médecin.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 4 :** Le Préfet de Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
  - Madame la Directrice Général de l'Agence de Biomédecine ;
  - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle,

et par délégation,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

**Arrêté N° 2012-0198 du 21 février 2012 portant modification de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100) - Autorisation N° 54-75 - N° FINESS Entité juridique : 540021284**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2011-109 109 du 16 mars 2011 portant autorisation de transformation de plusieurs laboratoire de biologie médicale exploités par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » en un laboratoire de biologie médical multisite ;

VU l'arrêté n°2012-0197 du 21 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » ;

CONSIDERANT la demande présentée par la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » le 1er décembre 2011, complétée le 25 janvier 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la dissolution sans liquidation de la SA Labobio avec transmission universelle de patrimoine,
- la dissolution sans liquidation de la SCP Michel Musquar avec transmission universelle de patrimoine,
- la nomination de Monsieur Michel Musquar en qualité de cogérant et de biologiste coresponsable ;

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale exploité par la SCP Michel Musquar – 17bis rue de la République-54140 Jarville la Malgrange, autorisé à fonctionner sous le numéro 54-60 (ancien n° FINESS : 54 000 381 1)
- Laboratoire d'analyse de biologie médicale exploité par la SA LABOBIO – 1 boulevard du Docteur Cattenoz – 54600 Villers les Nancy, autorisé à fonctionner sous le numéro 54-56 (ancien n° FINESS : 54 000 393 6)

**Article 2** : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale exploité par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » (FINESS EJ : 540021284) dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-75 sur les six sites suivants, ouverts au public :

1) 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021292

Biologistes présents :

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS

- Madame Alexandra MEYER

- Madame Sandrine SEPANIAK – LEROND

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, sérologie infectieuse, immuno-hématologie, spermologie, embryologie clinique.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00  
le samedi de 7h00 à 13h00

Service de garde : du lundi au vendredi de 19h00 à 7h00  
tous les jours ouvrés de 12h30 à 13h30  
le samedi à partir de 12h30  
le dimanche et jours fériés sans interruption

2) 2 rue des IV Eglises - 54000 NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021300

Biologiste présent : Madame Laure COMBES

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30  
le samedi de 7h00 à 12h30

3) 9 square de Liège - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021318

Biologiste présent : Madame Geraldine DAP

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 8h00 à 12h00

4) « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021326

Biologiste présent : Monsieur Alain DAUCH

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30  
le samedi de 7h00 à 12h30

5) 17 bis rue de la République - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

Numéro FINESS Etablissement : 54 002 285 2

Biologiste présent : Monsieur Michel MUSQUAR

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hémostase, bactériologie, spermologie, pharmaco-toxicologie, parasitologie-mycologie, hématocytologie.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00.

6) 1 boulevard du Docteur Cattenoz - 54600 VILLERS LES NANCY

Numéro FINESS Etablissement : ET 54 002 284 5

Biologiste présent : Madame Isabelle DAUPHIN

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hémostase, hématocytologie, auto-immunité, bactériologie, spermologie, pharmaco-toxicologie, immuno-hématologie, parasitologie-mycologie, allergie, sérologie infectieuse.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 13h00.



Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologistes médicaux sont assurées par :

- Madame Sandrine SEPANIAK – LEROND, biologiste médical, Médecin
- Madame Isabelle DAUPHIN, biologiste médical, Médecin

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
  - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
  - Madame la Directrice Générale de l'Agence de Biomédecine ;
  - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté N° 2012-0200 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 33**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral 2010-181 en date du 8 février 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions S.E.L.C.A. « EVOBIO », enregistrée sous le n° 33 ;

VU l'arrêté n°2011-25 du 26 janvier 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOSANTE » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 3 octobre 2011 et complétée les 6 et 20 décembre 2011, par la Société d'Avocats Girault Chevalier Associés, au nom et pour le compte de la SELCA « EVOBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la modification de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 Janvier 2010 et exploités par la SELCA « EVOBIO » dont le siège social est situé 49 place Notre Dame à Thionville (57100) en devenant un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur cinq sites ;
- la fusion absorption de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOSANTE » sis 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2010-181 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOBIO » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « EVOBIO »

Siège social : 49 place Notre Dame

57100 THIONVILLE

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOBIO » agréée sous le n° 33 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 49 place Notre dame à Thionville (57100), autorisé sous le n° 57-06 et implanté sur les 12 sites ci-dessous :

- 49 place Notre Dame 57100 THIONVILLE
- 6 avenue Albert 1er 57100 THIONVILLE
- 27 place de la République 57310 GUENANGE
- 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE
- ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE
- 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE
- 72 avenue des Nations 57970 YUTZ
- 21 route de Guentrange 57100 THIONVILLE
- 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
- 1 rue de Verclly 57070 METZ
- 8 route de Thionville 57140 WOIPPY

- 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF

Les fonctions de biologiste coresponsable sont assurées par :

- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Trung Nguyen NGUYEN, biologiste médical, Médecin.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Christiane GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien.

**Article 2 :** L'arrêté n°2011-25 du 26 janvier 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOSANTE » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) est abrogé à compter de la date du présent arrêté ;

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOBIO » 18 avenue Leclerc de Hautesclocque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Moselle, de Meurthe et Moselle et de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté N° 2012-0201 du 22 février 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-06 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 626 0**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU les arrêtés portant autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale désignés ci-après, se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-0200 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100), enregistrée sous le n°33 (ancien ° FINESS : 570002576) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 3 octobre 2011, et complétée les 6 décembre 2011, par la Société d'Avocats Girault Chevalier Associés, au nom et pour le compte de la SELCA « EVOBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la transformation de 5 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale implanté sur 5 sites dont le siège social est situé au 49 place Notre Dame à Thionville (57100) ;
- la fusion absorption de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOSANTE » ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées :

- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELCA « EVOBIO » :

- \* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale, 49 place Notre Dame à Thionville (57100), autorisé à fonctionner sous le n° 57-06 (ancien n° FINESS : 570010256) ;
  - \* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale, 6 avenue Albert 1er à Thionville (57100), autorisé à fonctionner sous le n° 57-10 (ancien n° FINESS : 570002584) ;
  - \* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale, 29 rue Jean Moulin à Hayange (57700) autorisé à fonctionner sous le n° 57-67 (ancien n° FINESS : 570003335) ;
  - \* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale, 27 place de la République à Guenange (57310), autorisé à fonctionner sous le n° 57-97 (ancien n° FINESS : 570021790) ;
  - \* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale, ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg à Audun-le-Tiche (57390) autorisé à fonctionner sous le n° 57-112 (ancien n° FINESS : 570023937).
- au laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOSANTE » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100), autorisé à fonctionner sous le n° FINESS : 570025098, implanté sur les 7 sites suivants :
- \* 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) (n° FINESS : 570025106) ;
  - \* 33 rue des Cités Basses à Joeuf (54240) (n° FINESS : 540021246) ;

- \* 72 avenue des Nations à Yutz (57970) (n° FINESS : 570025114) ;
- \* 21 route de Guenrange à Thionville (57100) (n° FINESS : 570025122) ;
- \* 8 C rue Raymond Mondon à Rombas (57120) (n° FINESS : 570025130) ;
- \* 1 rue de Vercly à Metz (57070) (n° FINESS : 570025148) ;
- \* 8 route de Thionville à Woippy (57140) (n° FINESS : 570025445).

**Article 2 :** A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELCA « EVOBIO » (FINESS Juridique : 57 00 626 0) dont le siège social est situé 49 place Notre Dame à Thionville (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-06 sur les 12 sites suivants, ouverts au public :

1) 49 place Notre Dame – 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 627 8

Activités réalisées : Anticorps anti-récepteur à la TSH – Sérologie Chlamydiae – Antigène Chlamydiae

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

2) 6 avenue Albert 1er – 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 628 6

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

3) 27 place de la République 57310 GUENANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 629 4

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30  
le samedi de 7h30 à 12h00

4) 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 630 2

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

5) ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE

N° FINESS Etablissement : 57 002 631 0

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

6) 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 510 6

Activités réalisées : Hématologie – Biochimie – Hémostase – Bactériologie – Immunologie – Immunohématologie – Sérologie infectieuse - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00  
le samedi de 7h00h à 12h30

7) 72 avenue des Nations 57970 YUTZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 511 4

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

8) 21 route de Guenrange 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 512 2

Activités réalisées : Biochimie – Hématologie – Immunologie – Hémostase – Bactériologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h30 à 12h00

9) 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS

N° FINESS Etablissement : 57 002 513 0

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00.

10) 1 rue de Vercly 57070 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 514 8

Activités réalisées : Hématologie – Hémostase

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30  
le samedi de 7h30 à 12h00

11) 8 route de Thionville 57140 WOIPPY

N° FINESS Etablissement : 57 002 544 5

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h15 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h30

12) 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF

N° FINESS Etablissement : 54 0021 243

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 8h00 à 12h00

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Trung Nguyen NGUYEN, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien,

- Madame Christiane GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien.

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté N° 2012-0202 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970) enregistrée sous le N° 32**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;

VU l'arrêté n°2010-166 en date du 13 juillet 2010 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » dont le siège social se situe à Yutz (57970), 93 rue du Président Roosevelt, enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 3 octobre et complétée les 6 et 20 décembre 2011, par la Société d'Avocats Girault et Chevalier Associés, au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fusion absorption de la SELCA « EVOBIO » sise 49 place Notre Dame à Thionville (57100) ;

- la confusion de patrimoine entre la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Gambirasio » et la SELCA « EVOLAB » ;

- la confusion de patrimoine entre la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Nicolai » et la SELCA « EVOLAB » ;

- le transfert du siège social au 13 Boucle Val du Marie à Thionville (57100) ;

- la modification du capital social ;

- la démission de Monsieur Trung Nguyen NGUYEN de son mandat de cogérant et de ses fonctions de biologiste coresponsable au 31 décembre 2011 ;

- la démission de Madame Christiane GIRONDEL de ses fonctions de biologiste médical au 31 décembre 2011 ;

- la nomination de Mesdames Christelle GUILLON, Anne LAURENTI, Françoise PETIT et Messieurs Jean-François ARGENSON, Patrice DE MONCHY, Sylvain GAMBIRASIO, Francis GIRONDEL, Yves HOUPERT, Richard ISRAEL, Frédéric LORIDON, Alain NICOLAI et Guy THOUBANIOUK, en qualité de biologistes coresponsables ;

**ARRETE**

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2010-166 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « EVOLAB »

Siège social : 13 Boucle Val du Marie

57100 THIONVILLE

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités :

La société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » agréée sous le n°32 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 13 Boucle Val du Marie à Thionville (57100), autorisé sous le n°

57-35 et implanté sur les 20 sites ci-dessous :

- 93 rue du Président Roosevelt - 57970 YUTZ

- 30 rue Nationale - 57190 FLORANGE

- 17 rue Foch - 57190 VILLERUPT

- 1 Place Frédéric Rau - 57360 AMNEVILLE

- 13 rue du Maréchal Foch - 57700 HAYANGE

- 14 rue Franiatte - 57950 MONTIGNY LES METZ

- 49 place Notre Dame - 57100 THIONVILLE

- 6 avenue Albert 1er - 57100 THIONVILLE

- 27 place de la République - 57310 GUENANGE

- 29 rue Jean Moulin - 57700 HAYANGE

- ZAC de l'Alzette - rue du Luxembourg - 57390 AUDUN LE TICHE

- 13 boucle du Val Marie - 57100 THIONVILLE
- 72 avenue des Nations - 57970 YUTZ
- 21 route de Guentrange - 57100 THIONVILLE
- 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
- 1 rue de Vercly - 57070 METZ
- 8 route de Thionville - 57140 WOIPPY
- 33 rue des Cités Basses - 54240 JOEUF
- 6 rue Ordener - 54400 LONGWY
- 19 rue de Metz - 57160 MOULINS LES METZ

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif compétent- pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOBIO » 13 Boucle Val du Marie 57100 THIONVILLE, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Moselle et de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté N° 2012-0203 du 22 février 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESSE  
Entité juridique : 57 002 503 1**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2010-233 du 13 juillet 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistré sous le n°57-35, exploité par la SELCA EVOLAB ;

VU les arrêtés préfectoraux portant autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale désignés ci-après, se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale;

VU l'arrêté n°2012-0201 du 22 février 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite implanté 49 place Notre Dame à Thionville (57100) et exploité par la SELCA « EVOBIO » ;

VU l'arrêté n° 2012-0202 du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 3 octobre 2011 et complétée les 6 et 20 décembre 2011, par la Société d'Avocats Girault Chevalier Associés au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fusion absorption de la SELCA « EVOBIO » ;
- la confusion de patrimoine de la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Gambirasio » ;
- la confusion de patrimoine de la société « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Nicolai » ;

- la démission de Monsieur Trung Nguyen NGUYEN de son mandat de cogérant et de ses fonctions de biologiste coresponsable au 31 décembre 2011 ;  
- la démission de Madame Christiane GIRONDEL de ses fonctions de biologiste médical au 31 décembre 2011 ;  
- la nomination de Mesdames Christelle GUILLON, Anne LAURENTI, Françoise PETIT et Messieurs Jean-François ARGENSON, Patrice DE MONCHY, Sylvain GAMBIRASIO, Francis GIRONDEL, Yves HOUPERT, Richard ISRAEL, Frédéric LORIDON, Alain NICOLAI et Guy THOUBANIOUK, en qualité de biologistes coresponsables ;  
CONSIDÉRANT le transfert du siège social du 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970) au 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) ;  
CONSIDÉRANT que le laboratoire de biologie médicale multisite, préalablement implanté sur 6 sites, et dont le siège social transféré 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100), résulte de l'intégration de 1 laboratoire de biologie médicale multisite comptant 12 sites et de 2 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée et devient un laboratoire multisite implanté sur 20 sites.

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées :

- au laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOBIO », autorisé à fonctionner sous le n° 57-06 (n° FINESS EJ : 57 002 626 0), implanté sur les 12 sites suivants :
  - \* 49 place Notre Dame 57100 THIONVILLE
  - \* 6 avenue Albert 1er 57100 THIONVILLE
  - \* 27 place de la République 57310 GUENANGE
  - \* 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE
  - \* ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE
  - \* 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE
  - \* 72 avenue des Nations 57970 YUTZ
  - \* 21 route de Guentrange 57100 THIONVILLE
  - \* 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
  - \* 1 rue de Vercly 57070 METZ
  - \* 8 route de Thionville 57140 WOIPPY
  - \* 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF
- au laboratoire de biologie médicale exploité par la SARL « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale Gambirasio » :
  - \* 6 rue Ordener à Longwy (54400), autorisé à fonctionner sous le n°54-42 (ancien n° FINESS : 540003555)
- au laboratoire de biologie médicale exploités par la SARL« Laboratoire d'analyses de Biologie Médicale Nicolai » :
  - \* 19 rue de Metz à Moulins les Metz (57160), autorisé à fonctionner sous le n° 57-88 (ancien n° FINESS : 570003731).

**Article 2** : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELCA « EVOLAB » (FINESS Juridique : 570025031) dont le siège social est situé 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-35 sur les 20 sites suivants, ouverts au public :

1) 13 boucle du Val Marie - 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 510 6

Biologiste présent : Monsieur Guy THOUBANIOUCK

Activités réalisées : Hématologie – Biochimie – Hémostase – Bactériologie – Immunologie – Immunohématologie – Sérologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00

le samedi de 7h00h à 12h30

2) 93 rue du Président Roosevelt à YUTZ

N° FINESS Etablissement : 570025049

Biologiste présent : Monsieur Bernard BIZE.

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h.

3) 30 rue Nationale à FLORANGE

N° FINESS Etablissement : 570025056

Biologiste présent : Monsieur Pascal BOULARD

Activités réalisées : immunologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h30 à 12h

4) 17 rue Foch à VILLERUPT

N° FINESS Etablissement : 540020971

Biologiste présent : Madame Evelyne ACKERMANN

Activités réalisées : toxicologie, immunologie, allergologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h.

5) 1 Place Frédéric Rau à AMNEVILLE

N° FINESS Etablissement : 570025064

Biologiste présent : Monsieur Frédéric WEHBE

Activités réalisées : hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h30 à 12h.

6) 13 rue du Maréchal Foch à HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 570025072

Biologiste présent : Monsieur Pierre BAUDIN

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h30.

7) 14 rue Franiatte à MONTIGNY-LES-METZ

N° FINESS Etablissement : 570025080

Biologiste présent : Monsieur Serge PICARD

Activités réalisées : biochimie, allergologie, hémostase, bactériologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h

le samedi de 7h à 12h

8) 49 place Notre Dame – 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 627 8

Biologiste présent : Monsieur Frédéric LORIDON

Activités réalisées : Immunologie – Biochimie – Parasitologie – Bactériologie – Hématologie - Hormonologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

9) 6 avenue Albert 1er – 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 628 6

Biologiste présent : Monsieur Patrice DE MONCHY

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

10) 27 place de la République - 57310 GUENANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 629 4

Biologiste présent : Monsieur Jean-François ARGENSON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30  
le samedi de 7h30 à 12h00

11) 29 rue Jean Moulin - 57700 HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 630 2

Biologiste présent : Madame Françoise PETIT

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

12) ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg - 57390 AUDUN LE TICHE

N° FINESS Etablissement : 57 002 631 0

Biologiste présent : Madame Laurence AULOGE-LORIDON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

13) 72 avenue des Nations - 57970 YUTZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 511 4

Biologiste présent : Monsieur Francis GIRONDEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

14) 21 route de Guentrange - 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 512 2

Biologiste présent : Monsieur Yves HOUPERT

Activités réalisées : Biochimie – Hématologie – Immunologie – Enzymologie – Hémostasie – Bactériologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h30 à 12h00

15) 8 C rue Raymond Mondon - 57120 ROMBAS

N° FINESS Etablissement : 57 002 513 0

Biologiste présent : Monsieur Dominique CABY-BAER

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 7h00 à 12h00.

16) 1 rue de Vercly - 57070 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 514 8

Biologiste présent : Madame Christelle GUILLON

Activités réalisées : hématologie – hémostasie

17) 8 route de Thionville - 57140 WOIPPY

N° FINESS Etablissement : 57 002 544 5

Biologiste présent : Madame Anne LAURENTI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30  
le samedi de 7h30 à 12h00

18) 33 rue des Cités Basses - 54240 JOEUF

N° FINESS Etablissement : 54 0021 243

Biologiste présent : Monsieur Richard ISRAEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00  
le samedi de 8h00 à 12h00

19) 6 rue Ordener - 54400 LONGWY

N° FINESS Etablissement : 54 002 280 3

Biologiste présent : Monsieur Sylvain GAMBIRASIO

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00  
le samedi de 7h30 à 12h00

20) 19 rue de Metz - 57160 MOULINS LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 633 6

Biologiste présent : Monsieur Alain NICOLAI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00  
le samedi de 7h00 à 12h00

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelynne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,

- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Mademoiselle Michèle HEIDER, biologiste médical, Pharmacien

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
  - Devant le Tribunal Administratif compétent -pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur de Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté N° 2012-0217 en date du 2 mars 2012 portant autorisation de sous-traitance des activités de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables par la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment les parties 5 et 6 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001, relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière, notamment la ligne directrice n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté du 3 juin 2002 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux (normes opposables aux établissements de santé et aux syndicats inter-hospitaliers pour la stérilisation des dispositifs médicaux) ;

VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans les établissements de santé ;

VU la licence d'exploitation de la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Louis Pasteur n°486 du 3 mai 1995 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2003 relatif à l'autorisation d'effectuer des activités optionnelles dans les pharmacies des établissements de santé autorisant la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy à exercer l'activité optionnelle de stérilisation ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 15 décembre 2011 et reconnue complète le 10 février 2012 ;

CONSIDÉRANT la convention de sous-traitance de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables par la Clinique Louis Pasteur pour le Centre de Santé MGEN en date du 20 décembre 2011 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Pharmacie à Usage Intérieur de la Clinique Louis Pasteur sise 7 rue Parmentier à Essey-lès-Nancy (54270) est autorisée à assurer la stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables pour le compte du Centre de Santé MGEN sis 6 rue Désilles à Nancy (54000).

**Article 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans. Elle pourra être renouvelée selon les mêmes modalités que la demande initiale.

**Article 3 :** Toute modification ultérieure intervenant sur les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Clinique Louis Pasteur et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H,
- Monsieur le Directeur du Centre de Santé MGEN à Nancy,

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté ARS N° 2012-0220 du 6 mars 2012 portant abrogation de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 30/2008 du 20 mars 2008 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale de Nancy l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L 5126-2, R 5126-5, R 6111-18 à 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;



VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;  
 VU l'arrêté ARH-DDASS 54 n°30/2008 du 20 mars 2008 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale de Nancy l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0217 du 2 mars 2012 portant autorisation de sous-traitance des activités de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables par la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté ARH-DDASS 54 n°30/2008 du 20 mars 2008 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale de Nancy l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre de Santé MGEN à Nancy est abrogé.

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H,
- Monsieur le Directeur du Centre de Santé MGEN à Nancy,

et sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

**DIRECTION DE LA STRATEGIE****Arrêté n° 2012-206 en date du 23 février 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;  
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;  
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;  
 VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;  
 VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;  
 VU l'arrêté n° 2011 - 287 en date du 8 août 2011, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE**

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF – HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF – CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF – CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Michel CLAUDON (FHF – CHU)	Alain MITON (FHF – Maternité Régionale)
David PINEY (FHF – Lunéville)	En attente de désignation
Christian BRETON (FHP – Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP – Clinique Ambroise Paré)

**Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTROYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Alexandre HORRACH (DG AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP – EPAHD Les Ophéliades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

**Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Christian PALLAS (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

**Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE**

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Claudine GILLANT (Présidente URPS Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

**Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMi Est)
En attente de désignation	En attente de désignation

**Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

**Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

**Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS**

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFT)	Monique VASSEUR (Présidente Association des conjoints survivants)

**Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS**

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère générale Meurthe et Moselle)

#### Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

#### Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

**Article 2 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy le 23 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

## DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

### Arrêté DGARS N° 2012-208 du 27 février 2012 fixant la liste des membres permanents de la commission de sélection d'appel à projet médico-sociaux de compétence exclusive du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-1 à L313-8 et R 313-1 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire DGCS/5B/2012/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appel à projet et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

CONSIDERANT la proposition de la commission spécialisée pour la prise en charge et l'accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de Santé et de l'Autonomie concernant les représentants des usagers ;

CONSIDERANT les candidatures des unions, fédérations ou groupements représentatifs des personnes morales gestionnaires des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil, et leurs propositions de représentation ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La commission de sélection d'appel à projet chargée d'établir la liste de classement des candidatures en réponse aux appels à projets de compétence exclusive DGARS est composée comme suit :

1°) Au titre des membres ayant voix délibérative et siégeant à titre permanent :

- a) Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,
- b) 3 représentants l'Agence Régionale de Santé de Lorraine :
  - le chef du département Médico-Social ou son représentant ;
  - le Délégué territorial ARS de Meurthe et Moselle ou son représentant le Délégué territorial ARS des Vosges ;
  - le Délégué territorial ARS de Moselle ou son représentant le Délégué territorial ARS de la Meuse.
- c) Quatre représentants des associations d'usagers

- CFDT Retraités Meurthe et Moselle :

- Titulaire : Mme Marie-Thérèse ANDREUX
- Suppléante : Mme Marie-Jeanne BAEUMLER

- Association des paralysés de France :

- Titulaire : M. Emmanuel HOCHSTRASSER
- Suppléant : M. Michel ULRICH

- URAPEI :

- Titulaire : M. Claude VALDENNAIRE
- Suppléant : M. Jacques JEANJEAN

- ESPOIR 54 :

- Titulaire : Mme Simone ALBISER
- Suppléant : Mme Marie-Claude BARROCHE

2°) Au titre des membres ayant voix consultative et siégeant à titre permanent :

Deux représentants des unions, fédérations ou groupements représentatifs des personnes morales gestionnaires des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil

- GEPSO :

- Titulaire : M. Guy RUDLOFF
- Suppléant : M. Yves LECRIQUE

- FEHAP :

- Titulaire : M. Renaud MICHEL
- Suppléant : M. Jacques ROYER

3°) Au titre des membres ayant voix consultative et nommé pour chaque appel à projet

- a) Deux personnalités qualifiées désignées en raison de leurs compétences dans le domaine de l'appel à projet correspondant
- b) De un à deux représentants d'usagers spécialement concernés par l'appel à projet correspondant
- c) De un à quatre personnels des services techniques de l'ARS désignés en qualité d'experts dans le domaine de l'appel à projet correspondant

**Article 2 :** Le mandat des membres de la commission mentionnés aux 1° et 2° est de trois ans.

**Article 3 :** La désignation des membres visés aux 2° à 4° du III de l'article R 313-1 sera arrêtée séparément par le Directeur de l'ARS de Lorraine pour chaque appel à projet.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- auprès du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 pour le recours hiérarchique ;
- devant le Tribunal Administratif compétent pour le recours contentieux.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et le Directeur de l'Offre de Santé de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy le 27 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**Arrêté DGARS N° 2012-209 du 27 février 2012 fixant la liste des membres de la commission de sélection d'appel à projet médico-sociaux désignés pour chaque appel à projet de compétence exclusive du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-1 à L313-8 et R 313-1 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire DGCS/5B/2012/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appel à projet et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'arrêté n°2012-208 en date du 27 février 2012 fixant la liste des membres permanents de la commission de sélection d'appel à projet médico-sociaux de compétence exclusive DGARS ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article R 313-1 et notamment le IV alinéa 2 qui prévoit que les membres mentionnés aux 2° à 4° du III sont désignés pour chaque appel à projet ;

CONSIDERANT l'appel à projet n° 2011-2 visant à créer 6 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique destinées aux personnes atteintes de maladies chroniques ;

CONSIDERANT l'appel à projet n° 2011-3 visant à créer 1 unité de 6 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique destinées aux personnes atteintes de maladies chroniques sortant de prison ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La commission de sélection d'appel à projet chargée d'établir la liste de classement des candidatures en réponse à :

- l'avis d'appel à projet n° 2011-2 visant à créer 6 places d'Appartements de Coordination Thérapeutiques (A.C.T.) destinées aux personnes atteintes de maladies chroniques

- l'avis d'appel à projet n° 2011-3 visant à créer 1 unité de 6 places d'ACT destinées aux personnes atteintes de maladies chroniques sortant de prison

est ainsi complétée :

3°) Au titre des membres ayant voix consultative et nommé pour chaque appel à projet

a) Deux personnalités qualifiées désignées en raison de leurs compétences dans le domaine de l'appel à projet correspondant :

- M. le Professeur MAY

- M. Abdelali FAHIME, CNAPE

c) Un représentant d'usagers spécialement concernés par l'appel à projet correspondant :

- Mme DE SIBUE, ATD QUART MONDE

d) Quatre personnels des services techniques de l'ARS désignés en qualité d'experts dans le domaine de l'appel à projet correspondant :

- Mme le docteur Laurence ECKMANN

- Mme Catherine MILLE-FAFET

- M. Jérôme MALHOMME

- Mme Claudine RAULIN

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- auprès du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 pour le recours hiérarchique ;

- devant le Tribunal Administratif compétent pour le recours contentieux.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine et le Directeur de l'Offre de Santé de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy le 27 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

---

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

**RESSOURCES MILIEUX NATURELS**

**Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-54 du 29 février 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;  
VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;  
VU l'arrêté préfectoral 11.BI.86 du 22 août 2011 de Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle portant délégation à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;  
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 11 janvier 2012, reçu à la DREAL Lorraine le 12 janvier 2012, formulée par M. le Maire de Nancy ;  
VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature n° 12/089 en date du 21 février 2012 ;  
CONSIDÉRANT que les opérations prévues dans cet arrêté ne porteront pas atteinte à l'état de conservation des Cigognes blanches dans leur aire de répartition naturelle ;  
CONSIDÉRANT que le nid se situe sur le bâtiment privé sis au 16 rue Sellier - 54000 Nancy et que ce nid surplombe un trottoir avec des passages de piétons ;  
CONSIDÉRANT que de ce fait, il est nécessaire pour assurer la sécurité publique des personnes et des biens de démonter ce nid qui risquerait de tomber sur le trottoir et la chaussée et qu'il n'existe pas de solution alternative pour la mise en sécurité du site ;  
CONSIDÉRANT les mesures d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou la dégradation des milieux particuliers de ces espèces, proposées dans le dossier ;  
SUR proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la Ville de Nancy.

**Article 2 :** Nature de la dérogation

Le bénéficiaire cité à l'article 1er est autorisé à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*).

**Article 3 :** Localisation

L'opération prévue à l'article 2 concerne le nid de Cigogne blanche situé sur le bâtiment sis au 16 rue Sellier à Nancy.

**Article 4 :** Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des engagements et mesures décrits dans le dossier de demande de dérogation aux interdictions et notamment, avant la destruction du nid en question, le regarnissage des deux nids artificiels sur poteau déjà existant dans le Parc de la Pépinière et, de préférence avant la période de reproduction et en tout état de cause avant le 31 décembre 2012, la mise en place d'un troisième nid.

**Article 5 :** Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fait réaliser à ses frais :

- le bilan de l'opération de destruction du nid et de mise en place du nid de substitution,
- un rapport sur le suivi du devenir des cigognes perturbées par l'opération.

Ces documents seront adressés à la DREAL Lorraine avant le 31 décembre 2012.

**Article 6 :** Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012.

**Article 7 :** Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies à l'article 2 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 8 :** Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 9 :** Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 10 :** Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. le Maire de Nancy ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :
  - \* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
  - \* Monsieur le chef du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
  - \* Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
  - \* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
  - \* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Metz, le 29 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Alain LIGER

**Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-55 du 6 mars 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;  
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;  
VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;  
VU l'arrêté préfectoral 11.BI.86 du 22 août 2011 de Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle portant délégation à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;  
Vu l'arrêté préfectoral 2011-DREAL-37 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature ;  
Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 02 février 2012, reçu à la DREAL Lorraine le 09 février 2012, formulée par la ville de Saint-Nicolas-de-Port (54) ;  
Vu l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature n°12/131 en date du 29 février 2012 ;  
CONSIDÉRANT que les opérations prévues dans cet arrêté ne porteront pas atteinte à l'état de conservation des Cigognes blanches dans leur aire de répartition naturelle ;  
CONSIDÉRANT que ces nids se situent sur des cheminées d'un projet immobilier de réhabilitation situé sur le site du Couvent, rue du Canal 54210 Saint-Nicolas-de-Port ;  
CONSIDÉRANT que de ce fait, il est nécessaire pour assurer la sécurité publique des personnes et des biens de démonter ces nids et qu'il n'existe pas de solution alternative pour la mise en sécurité du site ;  
CONSIDÉRANT les mesures d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou la dégradation des milieux particuliers de ces espèces, proposées dans le dossier ;  
SUR proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

**ARRETE****Article 1er** : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la ville de Saint-Nicolas-de-Port.

Le mandataire est la société Batigère Nord – Est 12, rue des Carmes BP 750 54064 Nancy Cedex.

**Article 2** : Nature de la dérogation

Le mandataire cité à l'article 1er est autorisé à déroger à l'interdiction de destruction, altération et dégradation d'aires de repos ou sites de reproduction de spécimens de Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*).

**Article 3** : Localisation

L'opération prévue à l'article 2 concerne trois nids de Cigogne blanche implantés sur des cheminées d'un bâtiment sur le site du Couvent sis rue du Canal à Saint-Nicolas-de-Port.

**Article 4** : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012.

**Article 5** : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la création avant le 31 décembre 2012 de deux nids de substitution localisés :  
sur un mât conformément au plan joint au dossier de demande,  
sur une souche de cheminée.

**Article 6** : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation adresse à la DREAL Lorraine :

avant le 31 décembre 2012 le bilan de l'opération de destruction des nids et de mise en place des nids de substitution,  
un rapport sur le suivi sur 5 ans du devenir des cigognes dont les nids auront été détruits par l'opération.

**Article 7** : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012.

**Article 8** : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies à l'article 2 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 9** : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 10** : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 11** : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. le Maire de Saint-Nicolas-de-Port ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;

et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le chef du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

- Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Metz, le 6 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Le Chef de la Division Gestion et Valorisation des Espèces

et Espaces Patrimoniaux

Luc CHRETIEN

---

**DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS  
ET DE LA COHESION SOCIALE DE LORRAINE****Arrêté DRJSCS n° 21 en date du 25 janvier 2012 relatif à la création et à la composition du Comité Technique de la DRJSCS Lorraine**

La Directrice Régionale,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;  
 VU le décret n°2099-1540 du 10 décembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions du Directeur Régional Jeunesse, Sport et Cohésion Sociale ;  
 VU la circulaire DGAFP du 22 avril 2011 portant application du décret n°2011-184 du 15 février 2011 ;  
 VU l'arrêté DRJSCS-2011 n° 111 du 18 avril 2011 portant désignation des membres du comité technique paritaire de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Lorraine ;

**ARRETE**

Article 1er : Il est créé auprès de la directrice régionale de la DRJSCS un comité technique ayant compétence dans le cadre du titre III du décret du 15 février 2011 pour connaître de toutes les questions concernant l'ensemble des services de la direction.

Article 2 : La composition de ce comité est fixée comme suit :

a) représentants de l'administration :

- la directrice régionale
- la directrice régionale adjointe, en charge du pôle affaires générales

b) représentants du personnel : 6 membres titulaires et 6 membres suppléants :

En qualité de membres titulaires		En qualité de membres suppléants	
Mme WELSCH-FLOREMONT Chantal	FSU	Mlle NATTER Gwénaelle	FSU
M. LAGARDE Pierre	FSU	Mme MAES Nadine	FSU
M. VERAY Fabrice	FSU	Mme.TROTZIER Murielle	FSU
M. POINSOT Jean-Marc	UNSA	Mme.MOULINIER Marie-Hélène	UNSA
M. DEDIEU Bruno	UNSA	M. DARTOIS Alain	UNSA
Mme BERNT Clarisse	CFDT	Mme BENKOUDA Myriam	CFDT

Article 3 : Les dispositions de l'arrêté DRJSCS 2011 n°111 du 18 avril 2011 sont rapportées.

**Article 4 :** La direction régionale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine.

Isabelle DELAUNAY

## RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

### DELEGATION ACADEMIQUE A LA FORMATION CONTINUE

#### Arrêté du 3 février 2012 portant approbation des avenants n° 1 et 2 de la convention constitutive du GIP Formation tout au long de la vie

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation nationale notamment en son Livre IV ;  
 VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit notamment son chapitre II ;  
 VU le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;  
 VU le décret n° 93-432 du 24 mars 1993 sur la mission de la formation continue des adultes du service public d'éducation ;  
 VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation nationale ;  
 VU l'article 21 de la loi 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;  
 VU le décret modifié n°53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social ;  
 VU le décret modifié n°55-733 du 26 mai 1955 relatif au contrôle économique et financier de l'Etat ;  
 VU le décret modifié n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU les articles R423-19 à R423-27 du code de l'éducation [maintenus jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2012] ;  
 VU l'arrêté du 28 août 2001 du Ministre de l'Education Nationale pris en application de l'article R423-20 du code de l'éducation et relatif aux groupements d'intérêt public constitués entre l'Etat et des personnes morales de droit public ou de droit privé dans le domaine de la formation continue, de la formation et de l'insertion professionnelle [maintenu jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2012] ;  
 VU la convention constitutive initiale du GIP formation tout au long de la vie approuvée le 4 décembre 2001 par le préfet de Meurthe et Moselle et l'avis portant approbation de la convention constitutive précitée publié au Journal Officiel le 23 décembre 2001 ;  
 VU le renouvellement de la convention constitutive du GIP formation tout au long de la vie approuvée le 17 août 2007 par le préfet de Meurthe et Moselle ainsi que sa publication au Journal Officiel le 7 novembre 2007 et en particulier ses articles 7 et 11 ;  
 VU la délibération n° 11 du conseil d'administration du GIP Formation tout au long de la vie du 20 avril 2011 enregistrant favorablement la modification de l'article 11 de la convention constitutive du GIP portant sur le recrutement des personnels ;  
 VU la délibération n° 25 du conseil d'administration du GIP Formation tout au long de la vie du 23 novembre 2011 prenant acte de la caducité de certaines adhésions de ses membres résultant de la dissolution des six Greta au 1<sup>er</sup> janvier 2012 ayant pour établissements supports : le Lycée Darche à LONGWY, le Lycée Bichat à LUNEVILLE, Lycée F. Meyer de CREUTZWALD, le Lycée J. Daubie de ROMBAS, le Lycée Malraux de REMIREMONT et le Lycée Baumont de SAINT DIÉ ;  
 VU l'avis favorable du commissaire du gouvernement du 22 novembre 2011 ;  
 VU l'avis favorable de l'administrateur général des Finances publiques, directeur départemental des Finances publiques, les 21 avril 2011 et 22 novembre 2011 ;  
 VU la demande du Recteur de l'Académie de Nancy-Metz, en date du 20 décembre 2011, sollicitant l'approbation des avenants n° 1 et 2 à la convention constitutive du GIP Formation tout au long de la vie ;  
 VU la nouvelle carte des Greta arrêtée par lettre rectorale du 1<sup>er</sup> septembre 2011, faisant suite à la tenue du CACFOC le 6 juillet 2011 ;  
 VU les arrêtés rectoraux de l'académie de Nancy-Metz du 13 septembre 2011 portant regroupement des Greta ;  
 SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 11, tel que nouvellement rédigé par l'avenant n° 1 de la convention constitutive du GIP Formation tout au long de la vie relatif au recrutement des personnels, est approuvé.

**Article 2 :** L'article 7, tel que nouvellement modifié par l'avenant n° 2 de la convention constitutive du GIP Formation tout au long de la vie relatif à la composition de ses membres, est approuvé.

**Article 3 :** Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz et l'administrateur général des Finances publiques, directeur départemental des Finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et qui fera l'objet d'un avis de publication au Journal Officiel de la République Française.

Nancy, le 3 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

### DIVISION DES PROFESSIONNELS, DU CONTROLE FISCAL ET DE LA REDEVANCE

**Arrêté du 18 janvier 2012 portant remplacement d'un magistrat du siège chargé d'assurer la fonction de président titulaire de la commission de conciliation départementale de Meurthe-et-Moselle prévue par l'article 1653 A du Code Général des Impôts**

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Libertés,

VU l'article 1653 A du Code Général des Impôts ;

VU l'arrêté du 13 septembre 2010 portant désignation de Madame Fabienne NICOLAS, en qualité de présidente titulaire de la commission de conciliation départementale de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Est désignée pour exercer la fonction de présidente titulaire de la commission de conciliation départementale de Meurthe et Moselle, Madame Marie-Jeanne SERY-LOUP, vice-présidente au tribunal de grande instance de Nancy en remplacement de Madame Fabienne NICOLAS, appelée à d'autres fonctions.

**Article 2 :** Madame le premier président de la cour d'appel de Nancy est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 18 janvier 2012

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Libertés,  
Par délégation :  
La Sous-Directrice des Ressources Humaines de la Magistrature,  
Isabelle MONTAGNE

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORET - CHASSE

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 030 du 23 février 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Boulaincourt - Bouzanville - Diarville - Forcelles-sous-Gugney - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3310**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2011 par la SCEA DE FONTENAI (M. MOREL Thibault) à CHAMPENOUX concernant 61,98 ha situés à BOULAINCOURT - BOUZANVILLE - DIARVILLE et FORCELLES SOUS GUGNEY la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 26/01/2012 sur la demande précitée,

VU l'avis favorable du préfet des Vosges en date du 23/02/2012,

#### DECIDE

**Article 1er :** La SCEA DE FONTENAI, composée de M. MOREL Thibault, est autorisée à exploiter 61,98 ha (BOUZANVILLE parcelles B 282 - D 026, 104, 118, 228, 230, 232 - V 013 - X 027, 032, 066, Y 001, 026, 028, 037, 039, 041 - Z 003, 013, 016, 027, 039, 088, 103, 106, 107, 108, 109 - DIARVILLE parcelles V 006, 012, 013, 014 - FORCELLES SOUS GUGNEY parcelles X 032 - BOULAINCOURT parcelle ZB 039), conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE FONTENAI (M. MOREL Thibault).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.



**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MOREL Thibault, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOULAINCOURT - BOUZANVILLE - DIARVILLE et FORCELLES SOUS GUGNEY pour affichage.

Nancy, le 23 février 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

*Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchie adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.*

### Aménagement foncier

#### Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2012/061 du 17 février 2012 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11 décembre 1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2011 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;

VU la délibération du conseil général de Meurthe-et-Moselle réuni en session le 5 décembre 2011 désignant Mr Christophe SONREL en tant que membre titulaire et Mr Olivier TRITZ en tant que membre suppléant de la CDAF de Meurthe-et-Moselle, suite au décès de Mr Maurice VILLAUME ;

VU le remplacement de certains représentants de la Direction départementale des territoires ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral du 28 juillet 2011 est modifié.

**Article 2 :** La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président

- ☐ M. Claude LEMOINE, Président titulaire
- ☐ M. Yves GRY, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux

- ☐ M. Gauthier BRUNNER, titulaire
- ☐ M. Olivier JACQUIN, titulaire
- ☐ M. Christophe SONREL, titulaire
- ☐ M. Michel MARCHAL, titulaire
- ☐ M. Philippe COLIN, suppléant
- ☐ M. Noël GUERARD, suppléant
- ☐ M. Olivier TRITZ, suppléant
- ☐ Mme Rose-Marie FALQUE, suppléante,

3/ Maires des communes rurales

- ☐ M. Michel MALGRAS, titulaire
- ☐ M. Alain LALLEMAND, titulaire
- ☐ M. Bernard GOUYAU, suppléant
- ☐ M. Bernard VAUTRIN, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentants le Directeur départemental des Territoires

- ☐ M. Christophe FOTRE, titulaire
- ☐ M. Thibaut FRANCOIS, titulaire
- ☐ Mme Brigitte BAZOGE, titulaire
- ☐ M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- ☐ M. Philippe SCHOTT, suppléant
- ☐ M. Dominique GERZAGUET, suppléant
- ☐ M. Alain GALTERA, suppléant
- ☐ Mme Christelle HURNI, suppléante

b - Représentant le Directeur des Finances Publiques

- ☐ M. Georges FAURE, titulaire
- ☐ M. Hugues ROSSIGNOL, titulaire
- ☐ Mme Elisabeth BONNEVILLE, suppléante
- ☐ M. Denis PERNOT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.

6/ Le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) ou son représentant.

7/ Le Président du syndicat des jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant.

8/ Représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles au niveau départemental

- ☐ M. Michel MERLIN de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA)
- ☐ M. Mathieu FOURNIER du syndicat des jeunes agriculteurs (JA)
- ☐ M. François TOUSSAINT de la Coordination Rurale Alsace-Lorraine (CR54)

8/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.

9/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture

a - Propriétaires bailleurs

- ☐ M. Jean-Marie HOLLINGER, titulaire
- ☐ M. Jean MASSON, titulaire

- ☐ M. Hubert GOUDOT, suppléant
- ☐ M. Gérard PARISSE, suppléant
- b - Propriétaires exploitants
  - ☐ M. Albert GIGLEUX, titulaire
  - ☐ M. Michel GROJEAN, titulaire
  - ☐ M. André FERRY, suppléant
  - ☐ M. Bertrand BRIGNIER suppléant
- c - Exploitants preneurs
  - ☐ M. Charles BAUDOUIN, titulaire
  - ☐ M. Joël MARCHAL, titulaire
  - ☐ M. Daniel BAUMANN, suppléant
  - ☐ M. Philippe HENNEBERT, suppléant
- d - Propriétaires forestiers
  - ☐ M. René ACREMENT, titulaire
  - ☐ M. Jean PAUREAU, titulaire
  - ☐ M. Paul PEROUX, suppléant
  - ☐ M. Jean-Pierre JACQUES, suppléant

10/ Associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

Représentants la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle

- ☐ M. Patrick MASSENET, titulaire
- ☐ M. Roméo RIEDER, suppléant

Représentants la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle

- ☐ M. Jean-Claude JACQUES, titulaire
- ☐ M. Eric TAVOSO, suppléant

11/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.

12/ M. le représentant de l'office national des forêts

- ☐ M. Marc DEROY

13/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.

14/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises

- ☐ M. Charles BILOT, titulaire
- ☐ M. Marcel BONTEMPS, titulaire
- ☐ M. Pierre PERIN, suppléant
- ☐ M. André CAMAILLE, suppléant

15/ Si le département comprend une aire d'AOC

Un représentant de l'institut national des appellations d'origine contrôlées qui ne siège que si les périmètres examinés par la commission comprennent une aire d'appellation d'origine contrôlée

- ☐ M. Gérard MEYER

**Article 3 :** Un agent de la Direction Départementale des Territoires est chargé des fonctions de secrétaire de la commission.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera adressé :

Pour exécution :

- ☐ M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux membres de la commission départementale.
- ☐ M. le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- ☐ A un journal du département.
- ☐ Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif, 5 Place de la Carrière - 54036 NANCY CEDEX, dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande) »

#### **Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/018 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Loromontzey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 mars 1996 portant institution de l'association foncière de LOROMONTZEY ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LOROMONTZEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 27 juin 2011 du président de l'association foncière de LOROMONTZEY ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de LOROMONTZEY sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LOROMONTZEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LOROMONTZEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 13 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/053 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Chazelles-sur-Albe**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1973 portant institution de l'association foncière de CHAZELLES SUR ALBE ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de CHAZELLES SUR ALBE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 06 février 2012 du président de l'association foncière de CHAZELLES SUR ALBE ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de CHAZELLES SUR ALBE sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de CHAZELLES SUR ALBE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de CHAZELLES SUR ALBE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 13 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/054 du 13 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Harbouey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 1983 portant institution de l'association foncière de HARBOUEY ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HARBOUEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 06 février 2012 du président de l'association foncière de HARBOUEY ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de HARBOUEY sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HARBOUEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HARBOUEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 13 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/059 du 17 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Haraucourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 07 novembre 2005 portant institution de l'association foncière de HARAUCOURT ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HARAUCOURT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 10 février 2012 du président de l'association foncière de HARAUCOURT ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de HARAUCOURT sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HARAUCOURT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HARAUCOURT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/062 du 27 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Chenevrières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 2003 portant institution de l'association foncière de CHENEVIERES ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de CHENEVIERES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 09 février 2012 du président de l'association foncière de CHENEVIERES ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de CHENEVIERES sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de CHENEVIERES.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de CHENEVIERES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 27 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**

**Arrêté du 24 janvier 2012 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Haucourt-Moulaine, Herserange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier, notamment son article L174 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2008 prescrivant la prescription du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Haucourt-Moulaine, Herserange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes ;

VU les études des aléas miniers présentées en Conseil Scientifique de la CIAM le 21 mars 2002 ;

VU les avis des conseils municipaux des communes de Haucourt-Moulaine, Lexy, Longlaville, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes ;

VU l'avis favorable de la chambre départementale d'agriculture et de la chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat ;

VU l'avis réputé favorable des communes de Cosnes-et-Romain, Herserange, Longwy, de la chambre départementale de commerce et d'industrie et du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire - enquêteur en date du 28 octobre 2011 ;

VU le rapport de M. le directeur départemental des Territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Cosnes-et-Romain, Haucourt-Moulaine, Herserange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon et Saulnes. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M. sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies des communes sus-visées, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,
  - M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.
- Nancy, le 24 janvier 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/001 du 3 février 2012 relatif à la carte communale de Domjevin en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU la délibération du conseil municipal de DOMJEVIN en date du 12/03/2007 prescrivant la carte communale ;  
VU l'arrêté préfectoral accordant à la commune de Domjevin, conformément à l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme, la dérogation à la règle de constructibilité au lieu-dit " La Haie Sorette " ;  
VU l'arrêté du 4 juillet 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;  
VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 22 juillet 2011 et le 22 août 2011 ;  
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 20 septembre 2011 ;  
VU la délibération du conseil municipal de DOMJEVIN en date du 26 octobre 2011 approuvant la carte communale ;  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La carte communale de DOMJEVIN qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2 :** Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

**Article 3 :** Le conseil municipal de DOMJEVIN n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de DOMJEVIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 3 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté du 27 février 2012 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR ) inondation de la Meurthe sur les communes de Jarville-la-Malgrange, Nancy, Malzéville, Maxéville, Saint-Max et Tomblaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;  
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2009 prescrivant un PPR inondation de la Meurthe sur les communes de Jarville-la-Malgrange, Nancy, Malzéville, Maxéville, Saint-Max et Tomblaine ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de Jarville-la-Malgrange du 26 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de Malzéville du 20 avril 2011 ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de Saint-Max du 23 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de Tomblaine du 10 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable assorti d'une réserve du conseil municipal de Maxéville du 23 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de Nancy du 23 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable du conseil communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 27 mai 2011 ;  
VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture du 30 mai 2011 ;  
VU l'avis réputé favorable et du centre régional de la propriété forestière ;  
VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire - enquêteur du 14 décembre 2011 ;  
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation de la Meurthe sur le territoire des communes de Jarville-la-Malgrange, Nancy, Malzéville, Maxéville, Saint-Max et Tomblaine tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- L'Est républicain

**Article 3 :** Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes susvisées ainsi qu'au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes, au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

**Article 4 :** Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies concernées, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 27 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 28 février 2012 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;  
VU le code minier, notamment son article L174 ;  
VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2008 prescrivant la prescription du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois ;  
VU les études des aléas miniers présentées en Conseil Scientifique de la CIAM le 21 mars 2002.  
VU l'avis du conseil municipal de la commune de Ville-au-Montois ;  
VU l'avis favorable et de la chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat ;  
VU l'avis réputé favorable de la chambre départementale d'agriculture, de la chambre départementale de commerce et d'industrie et du centre régional de la propriété forestière,  
VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire - enquêteur en date du 20 décembre 2011 ;  
VU le rapport de M. le directeur départemental des Territoires ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de la commune sus-visée pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visée, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** : Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 28 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE****Arrêté DDT-PECHE 2012/008 du 27 février 2012 autorisant la pêche de l'anguille jaune dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles R. 436-65-3, R. 436-65-4, R. 436-65-5, et R. 436-68 ;  
VU le décret n°2010-1110 du 22 septembre 2010 relatif à la gestion et à la pêche de l'anguille ;  
VU l'arrêté du 20 janvier 2012 relatif aux dates de pêche de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) aux stades anguille jaune et anguille argentée ;  
VU l'arrêté réglementaire permanent du 16 décembre 2011 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;  
VU l'avis du 09 février 2012 du chef du service départemental de l'ONEMA ;  
VU l'avis du 09 février 2012 du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;  
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté réglementaire permanent suscitée, la pêche de l'anguille jaune fait l'objet d'un arrêté préfectoral distinct selon les dispositions suivantes :

ESPECES	EAUX de 1ère CATEGORIE	EAUX de 2ème CATEGORIE
ANGUILLE EUROPEENNE JAUNE uniquement	15 avril au 15 septembre 2012	15 avril au 15 septembre 2012

**Article 2** : La pêche de nuit de l'anguille est interdite toute l'année et dans toutes les eaux de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie.

**Article 3** : La pêche de l'anguille jaune de moins de 12 cm est interdite.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

## AFFAIRES JURIDIQUES

**Arrêté du 13 mars 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale**

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.93 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'administration générale, par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 30 août 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'administration générale ;

**ARRETE**

**Article 1er** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne de LA PERSONNE, la délégation prévue à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°11.BI.93 du 22 août 2011 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-est.

**Article 2** : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Jean-Marie HAM, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;

- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;

- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;

- Contravention à la police de la navigation :

\* instruction des procès-verbaux ;

\* transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;

\* représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

**Article 3** : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 30 août 2011.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 13 mars 2012

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Corinne de LA PERSONNE

**Arrêté du 13 mars 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie**

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.93, article 1-4, du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'avis à la batellerie, par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 30 août 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'avis à la batellerie ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-36 en date du 5 février 2010 portant constitution de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal des Vosges" (U.T.I. CV) et de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy" (U.T.I. CMRE-EN) ;

**ARRETE**

**Article 1er** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne de LA PERSONNE, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,

- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,

- M. Jean-Marie HAM, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,

- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,

- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,

- M. Daniel BALLY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,

- Mme Michelle LAQUENAIRE, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau par intérim,

- M. Alain FABRE, responsable de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),

- Mme Catherine FRANCOIS, adjointe au responsable de l'UTI Moselle et responsable de l'antenne de Metz,

- M. Frédéric MARCHAL, adjoint au responsable de l'UTI Moselle et responsable du pôle maintenance,

- M. Jean-Pierre VUILLAUME, responsable du pôle exploitation,

- M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l'UTI Moselle,

- M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l'UTI Moselle,

- M. Daniel MARTIN, responsable de l'UTI CMRE-EN,

- M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de l'UTI CMRE-EN,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2** : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 30 août 2011.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 13 mars 2012

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Corinne de LA PERSONNE

## MEURTHE ET MOSELLE (54)

DELEGATAIRES		TYPES d'AVIS (compétence)								
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Dérégulation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Événements sensibles	Annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voles navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages, ...)
I	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE : J. ABELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE et de J. ABELE : J.M. HAM, P. MOREL et M. LAQUENAIRE			X	X	X	X	X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE, J. ABELE, J.M. HAM, P. MOREL et M. LAQUENAIRE : A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, C. FRANCOIS, F. MARCHAL et J.P. VUILLAUME ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; A. FABRE et en cas d'absence ou d'empêchement de A. FABRE, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson) ; D. MARTIN (UTI CMRE-EN) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X (si < à 4 heures)	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : de LA PERSONNE, J. ABELE, X. MANGIN, J.M. HAM, O. VERMOREL, M. LAQUENAIRE, A. MAGNIER, D. BALY				X		X	X	X	X

## AUTRES SERVICES

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

## DIRECTION GENERALE

**Décision 2012-T01 du 9 mars 2012 créant une tarification pour des actes de soins dentaires et de parodontologie partiellement ou non pris en charge par la Sécurité Sociale, en activité externe**

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;  
VU le code de la santé publique, et notamment ses articles R 6145-10 et suivants ;

## DECIDE

**Article 1er** : A compter du 1<sup>er</sup> avril 2012 sont institués au CHU de Nancy des tarifs relatifs aux soins dentaires et de parodontologie, réalisés en consultation externe, partiellement ou non pris en charge par la Sécurité Sociale, appelés actes hors nomenclature.



**Article 2 :** Ces tarifs sont fixés suivant le détail indiqué dans les tableaux annexés.

**Article 3 :** Ces tarifs pourront être actualisés en fonction de l'évolution de la cotation NGAP et du prix des composants dentaires.

**Article 4 :** Conformément à l'article 6145.4 du code de la Santé Publique, ces frais sont payables par avance, sur présentation du devis concernant les actes à réaliser, signé conjointement par le praticien et par le patient ou son représentant légal et valant engagement de paiement.

Nancy, le 9 mars 2012

Philippe VIGOUROUX  
Directeur Général, Président du Directoire

TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PROTHESE AMOVIBLE 1<sup>ère</sup> partie

PROTHESE AMOVIBLE RESINE	Cotation Sécurité Sociale SPR 2.15 €	Remboursement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	Montant Total	PROTHESE Amovible à Infrastructure métallique	Cotation Sécurité Sociale SPR 2.15 €	Remboursement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	Montant Total	PROTHESE AMOVIBLE PROVISoire RESINE H.N.
1 à 3 dents	30	64.50 €	200.50 €	265 €	1 à 3 dents	90	193.50 €	351.50 €	545 €	170 €
4 dents	35	75.25 €	309.75 €	385 €	4 dents	95	204.25 €	515.75 €	720 €	190 €
5 dents	40	86.00 €	299.00 €	385 €	5 dents	100	215.00 €	505.00 €	720 €	210 €
6 dents	45	96.75 €	288.25 €	385 €	6 dents	105	225.75 €	494.25 €	720 €	235 €
7 dents	50	107.50 €	372.50 €	480 €	7 dents	110	236.50 €	743.50 €	980 €	240 €
8 dents	55	118.25 €	361.75 €	480 €	8 dents	115	247.25 €	732.75 €	980 €	260 €
9 dents	60	129.00 €	351.00 €	480 €	9 dents	120	258.00 €	722.00 €	980 €	285 €
10 dents	65	139.75 €	340.25 €	480 €	10 dents	125	268.75 €	711.25 €	980 €	310 €
11 dents	70	150.50 €	419.50 €	570 €	11 dents	130	279.50 €	790.50 €	1 070 €	330 €
12 dents	75	161.25 €	408.75 €	570 €	12 dents	135	290.25 €	779.75 €	1 070 €	355 €
13 dents	80	172.00 €	398.00 €	570 €	13 dents	140	301.00 €	769.00 €	1 070 €	380 €
14 dents	85	182.75 €	542.25 €	725 €	14 dents	145	311.75 €	913.25 €	1 225 €	405 €
14 + 14 dents	170	365.50 €	1084.50 €	1 450 €	14 + 14 dents					810 €

Suppléments sur prothèse amovible	Remboursement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	MONTANT TOTAL
- Dent prothétique contreplaquée sur plaque base en résine	SPR 10 = 21.50 €	43.50 €	65 €
- Dent prothétique contreplaquée sur plaque base métallique	SPR 15 = 32.25 €	32.75 €	65 €
- Dents en céramique (par prothèse)		100.00 €	100 €
- Facette métal précieux		106.00 €	106 €
TITANE (en +) pour prothèse amovible à infrastructure métallique		152.00 €	152 €
ATTACHEMENTS :		152.00 €	152 €
- PROTHESE AMOVIBLE COMPLETE :			
➢ Intra coronaire axial (bouton pression) : par élément		533.00 €	533 €
➢ Barre d'ancrage (cavaliers inclus) : prix forfaitaire		1 200.00 €	1 200 €
- PROTHESE AMOVIBLE PARTIELLE :			
➢ Glissière : (par élément)		400.00 €	400 €
➢ Extra coronaire : (par élément)		400.00 €	400 €

TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PROTHESE AMOVIBLE 2<sup>ème</sup> partie

ADJONCTION - REPARATION	Cotation Sécurité Sociale SPR	Remboursement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	MONTANT TOTAL
Sur résine :				
- réparation de fracture sur Prothèse Amovible Partielle (PAP)	SPR 10	21.50 €	38.50 €	60.00 €
- 1 <sup>ère</sup> dent ou crochet ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 10	21.50 €	38.50 €	60.00 €
- dent ou crochet suivant(e), ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 5	10.75 €	19.25 €	30.00 €
Facette métal précieux			106.00 €	106.00 €
Sur plaque Base métallique :				
- 1 <sup>ère</sup> dent ou crochet ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 10	21.50 €	32.00 €	53.50 €
- dent ou crochet suivant(e), ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 10	21.50 €	14.00 €	35.50 €
- avec soudure la 1 <sup>ère</sup> dent ou crochet	SPR 20	43.00 €	32.00 €	75.00 €
- dent prothétique CP ou DM ou crochet ajouté sur PBM	SPR 20	43.00 €	37.00 €	80.00 €
Contre Plaque sur résine	SPR 10	21.50 €	43.50 €	65.00 €
Contre Plaque sur plaque métallique	SPR 20	43.00 €	22.00 €	65.00 €
PLAQUE ANTI-HEMORRAGIQUE			65.00 €	65.00 €
Rebasage - par appareil complet				130.00 €
Rebasage - par appareil partiel				75.00 €
Rebasage - méthode extemporanée				50.00 €
ATTACHEMENTS :				
➔ sous prothèse amovible supra dentaire ou supra-implantaire :				
- unitaires : partie mâle et partie femelle :				220.00 €
- Barre d'ancrage : barre + cavaliers :				550.00 €
➔ en prothèse amovible partielle				
- glissière ou extra coronaire : parties mâle et femelle :				220.00 €

TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PROTHESE FIXEE 1<sup>ère</sup> partie

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale SPR sc.	Rembour- sement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	MONTANT TOTAL	DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale SPR sc.	Rembour- sement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	MONTANT TOTAL
					COURONNES COULEES				
Montage sur articulateur				76 €	- Titane	SPR 50	107.50 €	172.50 €	280 €
					- Métal non précieux	SPR 50	107.50 €	152.50 €	260 €
Analyse occlusale				76 €	- Métal semi-précieux	SPR 50	107.50 €	152.50 €	260 €
					- Métal précieux	SPR 50	107.50 €	152.50 €	260 €
FACETTE CERAMIQUE			450.00 €	450 €	COURONNES :				
					- CERAMO- CERAMIQUE (Procera/Everest)	SPR 50	107.50 €	378.50 €	486 €
					- CERAMO-METAL (non précieux)	SPR 50	107.50 €	322.50 €	430 €
CFAO CEREC-REALISE PAR UN SENIOR					- CERAMO-METAL (OR ≅ 2.5 g) *	SPR 50	107.50 €	378.50 €	486 €
					- CERAMO-TITANE	SPR 50	107.50 €	342.50 €	450 €
INLAY/ONLAY Céramique 2 faces	SC 12	28.92 €	241.08 €	270 €					
INLAY/ONLAY Céramique 3 faces	SC 17	40.97 €	229.03 €	270 €	- PROVISoire méthode directe			51.00 €	51 €
COURONNE CERAMIQUE	SPR 50	107.50 €	378.50 €	486 €	- PROVISoire méthode indirecte			81.00 €	81 €

\* Au-delà de 2,5 grammes : supplément = g x coût de l'OR (suivant le cours de l'or au moment de la réalisation) SC = 2,41 € - SPR = 2,15 €

TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PROTHESE FIXEE 2<sup>ème</sup> partie

DESIGNATION	MONTANT TOTAL	DESIGNATION	MONTANT TOTAL
BRIDGE :		PROTHESE IMPLANTAIRE :	
BRIDGE : par intermédiaire		PILIER IMPLANTAIRE :	
- Métal non précieux	200 €	- STANDARD	340 €
- Métal semi-précieux	230 €	- PROCERA TITANE	340 €
- Métal précieux	260 €	- PROCERA ZIRKON	440 €
		COURONNE SUR IMPLANT :	
BRIDGE COLLE :		- PROVISoire EN RESINE	76 €
- Par ailette + intermédiaire (voir ci-dessus)	152 €	- PROVISoire IMMEDIATE y compris pilier provisoire	185 €
BRIDGE CERAMO-METALLIQUE : (voir N.B. en bas de page)		- CERAMO-CERAMIQUE (PROCERA)	486 €
- Métal précieux de 2 à 14 éléments : par élément	530 €	- CERAMO-METALLIQUE (métal précieux)	486 €
- Métal non précieux de 2 à 14 éléments : par élément	440 €	- CERAMO-TITANE	460 €
		ELEMENT DE BRIDGE : de 2 à 14 éléments	
BRIDGE PROVISoire : par élément :		- Céramo-métallique – métal précieux - par élément	540 €
- méthode directe	60 €	- CERAMO-CERAMIQUE – par élément	540 €
- méthode indirecte	80 €	- CERAMO-TITANE – par élément	500 €
		BARRE D'ANCRAGE	
COIFFE PARABOLIQUE : Métal non précieux	106 €	- pilier implantaire : par élément	340 €
		- barre d'ancrage « FORFAIT »	1 500 €
		BARRE ALL IN ONE ON FOUR	
		- PROVISoire	3 500 €
		- DEFINITIF (SAUF IMPLANTS)	3 500 €

N.B. : à déduire éventuellement par BRIDGE : SPR 50 par pilier et SPR en équivalence.

TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PROTHESE - « DIVERS »

DESIGNATION	Remboursement Sécurité Sociale	Supplément non pris en charge par la Sécurité Sociale	MONTANT TOTAL
ORTHESE de RECOUVREMENT pour CORRECTION de L'ARTICULE - pose et équilibrage de la gouttière * si accord sécurité sociale + - ANALYSE OCCLUSALE	D 60 E *		115.20 €
<b>TOTAL :</b>		50.00 €	50.00 € <b>165.20 €</b>
GOUTTIERE OCCLUSALE			non pris en charge par la Sécurité Sociale
- pose et équilibrage et analyse occlusale			165.00 €
- renouvellement (perte, inadaptée)			110.00 €
- réparation			21.00 €
GOUTTIERE DE FLUORATION			
			60,00 €
APNEE DU SOMMEIL :			
- Traitement SAOS - Monobloc			220.00 €
- Traitement EQUINOXE			500.00 €
- Réparation de l'orthèse			65.00 €

**TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PARODONTOLOGIE ET IMPLANTOLOGIE 1<sup>ère</sup> partie**

TRAITEMENT ETIOLOGIQUE DES MALADIES PARODONTALES :		non pris en charge par la Sécurité Sociale
- surfaçage radiculaire par sextant		35 €
- maintenance parodontale complète		35 €
TRAITEMENT DES LESIONS PARODONTALES :		
- mini lambeau		85 €
- lambeau d'accès		170 €
- désépaulement du conjonctif rétro molaire (distal wedge)		120 €
- lambeau de Widman modifié		200 €
- lambeau + ostéoplastie		220 €
- lambeau + greffe d'os autogène :	- pris sur le site	280 €
	- pris au menton	360 €
- lambeau + comblement par matériau de substitution osseux		300 €
- lambeau + pose de membrane		310 €
- lambeau + comblement par matériau de substitution osseuse + membrane		400 €
CHIRURGIE PLASTIQUE PARODONTALE :		
- greffe épithélio-conjonctive		290 €
- greffe de conjonctif enfoui		360 €
- augmentation de volume de crête par apport de conjonctif		360 €
- lambeau déplacé latéralement ou coronairement		220 €
- lambeau déplacé coronairement + amélogénine		350 €
- lambeau déplacé apicalement :	- 1 à 2 dents	170 €
	- de grande étendue	220 €
- gingivectomie à biseau externe par sextant		DC 20
CHIRURGIE PRE-PROTHETIQUE :		
- élongation coronaire	- les 2 premières : par dent	120 €
	- chacune des suivantes	85 €
- résection de crête flottante par hémi arcade		150 €
- approfondissement de vestibule par déplacement apical de la gencive attachée		220 €
- comblement d'alvéole :	- sans membrane	280 €
	- avec membrane	440 €
CONTENTION :		
- intra coronaire ou par collage		130 €
- contention en fibre synthétique collée		110 €

**TARIFICATION POUR DES ACTES DE SOINS DENTAIRES PARTIELLEMENT OU NON PRIS EN CHARGE  
PAR LA SECURITE SOCIALE, EN ACTIVITE EXTERNE - PARODONTOLOGIE ET D'IMPLANTOLOGIE 2<sup>ème</sup> partie**

TRAITEMENT PRE-IMPLANTAIRE DES DEFATS OSSEUX :		non pris en charge par la Sécurité Sociale
- greffe d'os autogène en bloc + protection du site donneur par membrane		600 €
- augmentation de crête par pose de membrane :		
. seule ou avec vis de soutènement		450 €
. associée à une greffe d'os ou un comblement		600 €
- élargissement de crête par ostéotomie lors de l'implantation		120 €
- apposition osseuse par allo greffe d'os de banque, non compris le coût du greffon		400 €
TRAITEMENT PRE-IMPLANTAIRE DES PROCIDENCES SINUSIENNE :		
- comblement sinusien par abord latéral		800 €
- comblement sinusien par abord crestal par site implantaire :		
- lors de l'implantation		250 €
- avec mise en nourrice		460 €
TRAITEMENT IMPLANTAIRE		non pris en charge par la Sécurité Sociale
- étude prospective : réalisation d'une maquette prothétique		80 €
- guide radiologique et/ou chirurgical		80 €
- insertion chirurgicale d'implant		750 €
- insertion chirurgicale d'implant avec mise en fonction immédiate		850 €
- insertion chirurgicale d'implant en technique immédiate : matériaux compris :		
. l'implant		1 100 €
- mise en fonction d'implant ostéointégré – l'implant:		100 €
- dépose d'implant		170 €
COURONNE PROVISOIRE IMMEDIATE SUR IMPLANT		185 €
BRIDGE SUR IMPLANT TYPE ALL ON FOUR :		
- PROVISOIRE		3 500 €
- DEFINITIF (sauf implants)		3 500 €

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **AUTRES SERVICES**

### **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL POMPEY – LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

#### **Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un(e) Préparateur(trice) en pharmacie hospitalière**

Référence : Décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié - Arrêté du 14 juin 2002

Un concours sur titres sera organisé à partir du 1er juin 2012 au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE en vue de pourvoir :

- 1 poste de préparateur(trice) en pharmacie hospitalière

**I – MODALITES**

Les demandes d'admission à concourir devront parvenir, 1 mois avant la date du concours sur titres, au directeur de l'établissement organisateur du concours.

A l'appui de leur demande d'admission au concours sur titres, les candidats doivent joindre les pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité
- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date
- Les diplômes et certificats dont ils sont titulaires
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- Un certificat médical délivré en application de l'art. 10 du décret du 19/04/1988
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives
- Un CV établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé

**II – INSCRIPTIONS**

Les dossiers ainsi constitués pourront être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt ou pourront être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

CHI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE  
3 rue de l'Avant-Garde  
54340 POMPEY

Les demandes d'admission à concourir devront parvenir, 1 mois avant la date du concours sur titres, au directeur de l'établissement organisateur du concours.

Pompey, le 12 mars 2012

MN. QUENTON,  
Directrice

---

**CENTRE HOSPITALIER DE LORQUIN****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours sur titres interne du 28 février 2012 pour le recrutement d'UN Cadre de Santé « Filière Infirmière »**

Un concours sur titres interne aura lieu au Centre Hospitalier de LORQUIN en application de l'article 2-1° du Décret n° 2001-1375 du 31 Décembre 2001, modifié, portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière, en vue de pourvoir UN poste de Cadre de Santé « Filière Infirmière », vacant dans l'établissement.

Ce concours sera accessible :

- par concours sur titres interne ouvert aux Fonctionnaires Hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de Santé, relevant du corps régis par le Décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, modifié, portant statuts particuliers des personnels Infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière, comptant au 1er Janvier 2012 au moins cinq ans de services effectifs dans le corps des Infirmiers, et aux agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière titulaires du diplôme d'accès dans le corps des Infirmiers et du diplôme de Cadre de Santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière Infirmière.

La demande d'inscription est à adresser à :

Madame La Directrice des Ressources Humaines  
Centre Hospitalier de LORQUIN  
05 Rue du Général de Gaulle  
57790 LORQUIN

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes (Arrêté du 19 Avril 2002) :

- 1° Copie des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires, et notamment du diplôme de Cadre de Santé,
- 2° Un curriculum vitae établi sur papier libre.

Date limite du dépôt du dossier de candidature :

2 mois à compter de la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des Départements de la Région.  
Lorquin, le 28 février 2012

Par délégation,  
La Directrice Adjointe,  
Valérie ESSELIN-ASTIER

---

**CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES MEDICALES****Avis de concours sur titres du 29 février 2012 pour le recrutement de 2 Ouvriers Professionnels Qualifiés**

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier Ravenel en application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 2 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés vacants dans notre établissement dans les spécialités suivantes :

- 1 poste spécialité électricien
- 1 poste spécialité plombier-chauffagiste

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP ou d'un diplôme équivalent figurant sur une liste fixée par arrêté.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL  
Direction des Ressources Humaines  
1115 Avenue René Porterat  
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans le délai de 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, le cachet de la poste faisant foi.

Mirecourt, le 29 février 2012

Le Directeur,  
E. MOLINS

**Avis de concours sur titres du 6 mars 2012 pour le recrutement de 2 Cadres de Santé**

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 2 postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

- Centre Hospitalier RAVENEL : 1 poste filière infirmière
- Hôpital Local LE THILLOT : 1 poste filière infirmière

Concours sur titres interne :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1er janvier de l'année du concours.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL  
Direction des Ressources Humaines  
1115 Avenue René Porterat  
B.P. 199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans les 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de la Région.  
Mirecourt, le 6 mars 2012

Le Directeur,  
E. MOLINS

